

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 18 SEPTEMBRE 1919.

Projet de loi

concernant l'extension du fonds commun aux enfants anormaux, aux estropiés et aux infirmes et la répression des abus en matière de séquestration à domicile.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Le projet de loi, que le Gouvernement a l'honneur de vous soumettre, comporte trois réformes importantes :

1° Extension du bénéfice du fonds commun aux enfants anormaux et aux estropiés placés dans des instituts spéciaux;

2° Institution dans chaque province d'une Commission de contrôle et de surveillance dans l'intérêt du fonds commun;

3° Mesures destinées à remédier aux abus en matière de séquestration d'aliénés à domicile.

*
* * *

L'attention des pouvoirs publics a été attirée depuis longtemps déjà sur la nécessité de l'organisation d'un enseignement spécial pour les enfants anormaux.

La loi sur la Protection de l'Enfance, après avoir autorisé le juge des enfants qui a un doute quant à l'état physique ou mental de l'enfant, à le placer en observation et à le soumettre à l'examen médical d'un ou de plusieurs spécialistes, ajoute à l'article 21 : « S'il est établi par l'expertise médicale que le mineur se trouve dans un état d'infériorité physique ou mentale le rendant incapable du contrôle de ses actions, le juge des enfants ordonnera qu'il soit mis à la disposition du Gouvernement pour être placé dans un asile ou dans un établissement spécial approprié à son état. »

D'autre part, une disposition de la loi scolaire oblige les com-

munes où l'importance de la population le permet, à organiser des classes « pour enfants faiblement doués ou arriérés ou pour enfants anormaux. »

Cet enseignement spécial n'est suffisant que pour les sujets non gravement atteints; inaptes à le suivre, les anormaux profonds ne peuvent être éduqués et instruits que dans un établissement approprié à leur état. Grâce à des initiatives diverses, des établissements semblables ont été créés en ces derniers temps ou sont en voie de réalisation.

Les anormaux profonds peuvent donc désormais être reçus dans un institut, au lieu d'être comme jusqu'à présent ou bien complètement abandonnés à eux-mêmes ou bien admis ou maintenus dans des asiles d'aliénés, alors qu'en réalité leur collocation n'est pas nécessaire ou a cessé de l'être.

Des instituts ont été créés aussi en faveur d'une autre classe d'indigents, les estropiés pour lesquels l'intervention du Gouvernement a été également sollicitée.

Nous ne visons pas ici les « mutilés de guerre »; un projet de loi spécial, déposé à la Chambre des Représentants, le 11 décembre 1918, par les Ministres de la Guerre et des Affaires Économiques s'occupe de leur situation.

Les indigents, victimes d'un accident et atteints d'une mutilation ou ayant perdu l'usage d'un membre ou d'une faculté par suite de maladie, reçoivent dans ces établissements une instruction professionnelle ou autre qui leur permettra d'apprendre un nouveau métier et de se reclasser dans la société. Auparavant, ils étaient fatalement voués à la déchéance.

Ces institutions sont donc, elles aussi, de la plus haute utilité et dignes de tous les encouragements.

La bienfaisance publique ne saurait se désintéresser de ces deux catégories d'infirmes, parmi lesquels se recrutent actuellement un grand nombre des personnes tombant à sa charge.

La loi sur l'assistance publique contient des dispositions spéciales en faveur des aliénés, des aveugles et des sourds-muets : aux termes de l'article 16 de la loi du 27 novembre 1891, modifié par la loi du 30 juin 1896, les frais de l'entretien et du traitement des aliénés colloqués dans les asiles ou séquestrés à domicile, ainsi que les frais de l'entretien et de l'éducation des sourds-muets et des aveugles, placés dans un institut, sont supportés à concurrence de moitié par le fonds commun, formé dans chaque province au moyen des versements des communes; le surplus de ces frais est supporté à concurrence d'un quart par la province et des trois quarts restants par l'État.

Le sentiment de bienveillance qui a fait admettre cette disposition, n'en dicte-t-il pas l'extension aux enfants anormaux et aux estropiés et n'appelle-t-il pas l'intervention du fonds commun dans les frais résultant de l'admission de ces infirmes dans des instituts spéciaux?

Une réponse affirmative ne paraît pas douteuse.

M. Carton de Wiart, qui fut l'initiateur de tant d'œuvres pour la protection de l'enfance, attirait déjà l'attention de la Chambre, à la séance du 12 juillet 1914, sur la nécessité d'admettre la participation de tous les pou-

voirs publics et notamment de l'État dans d'aussi utiles entreprises que celles dont il s'agit (1).

Les députations permanentes des conseils provinciaux, consultées à ce sujet ont, en majorité, émis un avis favorable et le Conseil supérieur de la bienfaisance, saisi de la question par M. Carton de Wiart, s'est prononcé dans le même sens.

*
* *

L'intervention du fonds commun dans les frais de l'assistance de ces deux catégories d'indigents nécessite, si l'on veut éviter des abus, l'établissement de garanties nouvelles. Ces garanties semblent pouvoir être trouvées dans l'institution, dans chaque province, d'une commission de contrôle et de surveillance : l'article 2 du projet modifiant l'alinéa 4 de l'article 19 de la loi sur l'assistance publique, détermine la composition et les attributions de cette commission.

L'intervention de l'organisme nouveau pourra, d'ailleurs, s'exercer utilement aussi à l'égard des catégories d'indigents actuellement à la charge du fonds commun : la commission aura donc également à s'occuper de ces derniers.

L'accroissement considérable des dépenses, provoquées par l'assistance des indigents de l'une de ces catégories, déjà bénéficiaires du fonds commun, celle des aliénés séquestrés à domicile conformément à l'article 25 de la loi des 28 décembre 1873 - 23 janvier 1874, a donné lieu à des plaintes depuis un grand nombre d'années. Les abus sont manifestes et ont révélé la nécessité de renforcer les formalités établies par l'article 25. L'article 4 du projet apporte à cette disposition les modifications indispensables.

La suite du présent exposé se divise naturellement en trois parties : dans la première, il sera traité de l'extension du fonds commun aux anormaux et aux estropiés ; dans la deuxième, de l'institution d'une commission provinciale de surveillance et de contrôle, et dans la troisième, des abus en matière de séquestration à domicile.

§ 1. — Extension du fonds commun aux anormaux et aux estropiés.

Les motifs qui ont déterminé le législateur à faire participer au fonds commun les aliénés, les aveugles et les sourds-muets peuvent-ils s'appliquer aux anormaux et aux estropiés ?

Il est utile pour résoudre cette question de retracer les origines législatives du fonds commun — exposé qui nous amène à mentionner une autre catégorie d'indigents, les indigents absents depuis cinq ans de leur domicile de secours

(1) Il n'est pas sans intérêt de signaler que déjà actuellement, l'État et la commune domicile de secours sont, en vertu des articles 24 et 42 de la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance, appelés à supporter les frais d'entretien et d'éducation des mineurs dont le juge des enfants aura ordonné la mise à la disposition du Gouvernement en vue de leur placement dans un établissement spécial approprié à leur état. Mais ces dispositions ne concernent que les enfants anormaux traduits en justice.

— dont antérieurement à la loi du 27 novembre 1891 la charge d'assistance était également supportée en partie par le fonds commun.

Cette institution remonte à la loi du 14 mars 1876 sur le domicile de secours. Le fonds commun peut être défini comme « une caisse formée par les versements des communes en vue de supporter les charges de l'assistance de certaines catégories d'indigents. »

L'idée qui a présidé à sa création était simplement de répartir plus équitablement entre toutes les communes d'une même province certaines charges déterminées, d'établir entre elles une sorte de coopération, de solidarité, de mutualité.

Il résulte de l'exposé des motifs de la loi de 1876 que dans le principe l'institution du fonds commun ne devait avoir pour but que de dégrever les communes domicile de secours de la majeure partie des frais de l'assistance des indigents dont il vient d'être question, c'est-à-dire de ceux qui avaient quitté la localité depuis plus de cinq ans et qui n'avaient pas acquis un nouveau domicile de secours.

Le motif en était que, puisqu'il fallait une habitation de cinq ans pour acquérir droit au secours dans une commune, on pouvait avec raison considérer l'indigent qui l'avait quittée depuis plus de cinq ans, comme ayant rompu les liens qui l'y rattachaient.

On trouvait injuste que les communes fussent obligées de rembourser les secours accordés à un indigent dont le plus souvent elles avaient perdu le souvenir et qui parfois retombait à leur charge avec toute une famille qui leur était complètement inconnue.

C'était en définitive un effet du hasard que l'indigent n'eût pas acquis un nouveau domicile de secours. L'une comme l'autre des communes était exposée à avoir à supporter de pareilles charges.

Il parut donc rationnel d'exonérer dans une large mesure de ces frais d'assistance les communes domicile de secours en en mettant la majeure partie au compte d'une caisse commune (1). Cette solution corrigeait l'injustice du sort.

De la catégorie des absents, il faut rapprocher celle des indigents dont au moment de la naissance le père ou la mère n'habitait pas le pays ou dont l'habitation ne pouvait être découverte. Ces individus avaient leur domicile de secours au lieu de leur naissance. Il s'agissait donc également d'indigents dont la charge d'assistance retombait sur une commune par suite d'un fait purement fortuit. La catégorie de ces indigents fut ajoutée à celle des absents lors du second vote sur les amendements à la loi de 1876.

Ce fut un amendement déposé au cours de la discussion générale à la

(1) Il ne faut évidemment pas perdre de vue que les versements des communes sont proportionnés à leur importance. En 1876, l'unique base adoptée était le chiffre de la population. La loi du 27 novembre 1891 (article 17) a laissé subsister cette base pour une moitié ; pour l'autre moitié, la quotité des versements au fonds commun est déterminée par le produit en principal des impôts dont le rendement sert de base à la répartition du fonds communal.

Chambre qui étendit l'intervention du fonds commun aux aliénés, aux aveugles et aux sourds-muets.

On verra plus loin comment les considérations qui ont fait admettre cette extension se rattachent à celles qui viennent d'être développées au sujet des absents et des indigents y assimilés.

Il n'est pas sans intérêt de faire connaître la genèse de la proposition.

Dans le rapport d'une commission constituée en 1842 pour la revision du régime des aliénés, étaient déjà signalés les inconvénients résultant de ce que la loi communale avait, dans son article 131, mis à la charge des communes les frais d'entretien et de traitement des aliénés indigents. Faute de soins convenablement administrés à l'origine du mal, la plupart de ces insensés devenaient incurables, tandis qu'un traitement subi à temps dans un hospice bien tenu leur eût le plus souvent rendu la raison.

La commission proposait que les frais d'entretien des aliénés incurables indigents, dans les établissements provinciaux ou locaux, fussent répartis par chaque députation entre toutes les communes de la province au prorata de la population de chaque commune et sans égard au nombre d'aliénés qu'elle aurait envoyé dans les établissements.

Lors de la discussion à la Chambre des Représentants de la loi sur le régime des aliénés, le 3 décembre 1873, M. Muller se plaignit également de l'inaction des communes envers les aliénés indigents. M. Th. De Lantsheere, Ministre de la Justice, promit à la suite de ces observations d'introduire dans le projet de loi relatif au domicile de secours un amendement ayant pour objet de mieux assurer le sort des aliénés.

Dans son rapport du 13 mai 1874, au sujet de la loi sur le domicile de secours, la section centrale crut utile d'appeler « l'attention du Gouvernement et celle de la Chambre sur l'idée émise par le regretté M. Ducpétiaux et reproduite par l'honorable M. Muller, idée que l'honorable M. De Lantsheere approuva et qui consiste à mettre à la charge du fonds commun l'entretien des aliénés, des sourds-muets et des aveugles ». Et M. le Ministre de la Justice, à la séance du 16 novembre 1875, déposa l'amendement suivant : « le fonds commun interviendra à concurrence des trois quarts dans le paiement des frais de l'assistance des aliénés, des aveugles et des sourds-muets indigents ».

On aura remarqué que les observations antérieures concernaient les aliénés et qu'il n'avait été question ni des aveugles ni des sourds-muets.

L'adjonction de ces deux dernières catégories dans la remarque de la Section centrale et dans l'amendement du Ministre n'a pas été motivée : on peut croire que, pas plus que les aliénés, les aveugles et les sourds-muets dont l'assistance spéciale était aussi fort coûteuse, n'étaient secourus. L'assimilation se sera faite naturellement.

L'humanité et même — pour les aliénés — la sécurité publique commandaient qu'il fût porté remède à la situation.

Pour que les aliénés, les aveugles et les sourds-muets fussent secourus, on décida de mettre la majeure partie des frais de leur assistance à la charge du fonds commun.

A cette justification, tirée de l'intérêt, de la nécessité de l'assistance, il faut en ajouter une autre, basée sur le caractère des affections, motivant cette assistance.

On a envisagé l'aliénation mentale, la cécité, la surdimutité comme des affections spéciales, exceptionnelles, n'appartenant pas au groupe des affections ordinaires. On peut considérer comme étant l'effet du hasard, de la fatalité, le fait qu'une commune aura un moment à faire face à l'assistance d'aliénés, d'aveugles, de sourds-muets.

Il n'est pas au pouvoir des communes de diminuer le nombre d'individus atteints de ces affections.

La charge peut être d'autant plus lourde que souvent, par suite du caractère héréditaire de ces infirmités, plusieurs membres d'une famille en seront frappés dans la commune.

C'est, on le voit, la notion du caractère fortuit des causes motivant l'assistance, qui réapparaît ici, et c'est cette circonstance qui permet de dire que toutes les communes sont exposées au risque.

Il est donc équitable de répartir également entre elles les dépenses qui résulteront d'une assistance comme celle des aliénés, des aveugles et des sourds-muets.

Au surplus, le système peut être établi sans inconvénient, parce qu'il n'est pas non plus au pouvoir des communes d'augmenter le nombre de ces infirmes.

* * *

Ces considérations s'inspirent de celles qui ont été développées au cours de la discussion devant les Chambres du projet de la loi de 1876, notamment par M. Visart, rapporteur de la Section centrale, et par M. Delantsheere, Ministre de la Justice. On remarquera que les déclarations du rapporteur et du Ministre de la Justice, reproduites ci-dessous (1), tendent plus spécialement à provoquer le rejet d'un amendement déposé par

(1) A la séance du 17 novembre 1875, M. Visart disait :

« La Section centrale pense aussi qu'il n'y a pas lieu de mettre les détenus dans les dépôts de mendicité ou dans les écoles de réforme à la charge du fonds commun. Il y aurait un véritable danger à donner à la commune un si grand intérêt à transformer tous ses indigents en mendiants et en vagabonds. De plus, il dépend de la commune et des habitants de la commune de diminuer le nombre des individus qu'on est réduit à envoyer dans les dépôts de mendicité et dans les écoles de réforme.

» La fréquentation des écoles, les institutions de prévoyance, la moralisation des classes inférieures, les encouragements donnés au travail et à la répression du vagabondage et du maraudage dans la localité même, voilà autant de moyens qui sont à la disposition de la commune pour diminuer peu à peu les charges qui pèsent sur elle du chef de ses vagabonds et mendiants colloqués.

» Il en est tout autrement des aliénés, des sourds-muets et des aveugles. Il ne dépend de personne d'en augmenter ou d'en diminuer le nombre et, de plus, le caractère héréditaire de ces maladies est cause que souvent quelques familles affectées de ces hérédités fatales suffisent à ruiner et à écraser une commune. La Section centrale a donc rejeté

M. Reynaert et qui avait pour objet l'extension du fonds commun aux mendiants et vagabonds.

Enfin, il ne sera pas sans intérêt non plus, de reproduire un passage d'une circulaire de la députation permanente du Hainaut, du 7 février 1840, mentionnée dans le *Commentaire de la loi communale de Bivort*, 1882, page 241, passage qui indique les motifs de l'insertion des frais d'entretien et d'instruction des sourds-muets et des aveugles, parmi les charges qui incombent à la commune et, par conséquent, de leur assimilation aux aliénés indigents dont les frais d'entretien et de traitement figurent aussi parmi les charges communales (1).

l'article 4 proposé par M. Reynaert et adopté l'article 23bis proposé par M. le Ministre de la Justice. »

A son tour, M. Delantsheere, à la séance de la Chambre des Représentants du 30 novembre 1875, déclarait :

« Les considérations qui ont fait mettre à la charge du fonds commun certaines catégories spéciales d'indigents : les aliénés, les sourds-muets, les aveugles ont été développées plusieurs fois dans cette enceinte et l'idée dont le projet est l'expression est celle-ci : Il existe certaines misères contre lesquelles il n'y a pas de remède, à l'égard desquelles il n'y a aucune responsabilité.

» Une commune ne peut rien sur le nombre de ses aveugles et de ses sourds-muets ; une commune ne peut rien faire pour augmenter le nombre de ses aliénés. Il y a, au contraire, un danger réel pour les aliénés, les aveugles et les sourds-muets dans l'incurie ou dans l'esprit d'excessive économie des communes.

» En effet, particulièrement pour les aliénés, qu'arrive-t-il ? A chaque instant, vous lisez dans les journaux le détail de quelque crime épouvantable commis par un individu qui passait simplement pour un innocent.

» Si ce prétendu innocent avait été, dès l'origine, mis dans une maison de santé, peut-être l'eût-on guéri et dans tous les cas, on eût prévenu tout malheur.

» C'est précisément pour prévenir ces malheurs, pour ôter tout prétexte à ces dangereuses économies, que nous acceptons à la charge du fonds commun, les catégories que je viens d'indiquer. Mais les considérations qui s'appliquent à ces catégories, ne s'appliquent pas du tout aux vagabonds et aux mendiants »

(1) « Parmi les découvertes les plus ingénieuses et les plus utiles de la philanthropie, on doit placer, au premier rang, l'art de communiquer les bienfaits de l'instruction aux aveugles et aux sourds-muets de naissance.

» Grâce à cet art précieux, ces infortunés, qui jadis étaient condamnés à passer leur vie tout entière dans l'ignorance, l'isolement et l'abandon, peuvent aujourd'hui acquérir la connaissance des vérités morales, des croyances religieuses et des progrès intellectuels ; ils peuvent aussi se rendre propres à exercer un grand nombre d'industries et jouir ainsi de presque tous les avantages de la vie sociale.

» Si c'est un devoir pour les parents et les tuteurs de ces malheureux de confier à des mains expérimentées une éducation qu'ils ne peuvent diriger eux-mêmes et de leur fournir tous les moyens d'instruction en les plaçant dans les écoles spéciales qui leur sont destinées, c'en est un, non moins précieux, pour les administrations communales, de venir en aide aux familles qui manqueraient des ressources nécessaires pour acquitter cette dette d'humanité.

» Aussi, pour ne laisser aucune excuse à l'incurie ou au mauvais vouloir, la loi communale met-elle l'instruction et l'entretien des aveugles et des sourds-muets indigents à la charge des communes de leur domicile de secours, et cette même loi assure-t-elle, au besoin, à ces communes la coopération des provinces et de l'État.

Ces diverses déclarations sont trop significatives pour qu'il soit besoin d'insister longuement : il est manifeste que les motifs, ayant fait admettre la participation du fonds commun en faveur des aliénés, des aveugles et des sourds-muets peuvent également être invoqués à l'appui d'une intervention de l'institution en faveur des enfants anormaux et des estropiés.

Il est telles des considérations présentées par M. Delantsheere au sujet du danger pouvant résulter de la non-assistance des aliénés qui pourraient être reproduites au sujet des anormaux (1) et celles qui ont été développées pour motiver la coopération des divers pouvoirs publics dans les frais d'instruction des aveugles et des sourds-muets, s'appliquent exactement aux frais d'instruction des anormaux et des estropiés.

Intérêt d'humanité et de sécurité publique, nécessité des secours, coût élevé des frais pouvant faire craindre que l'assistance ne soit pas donnée, nature exceptionnelle des affections, permettant de considérer comme événement fortuit, le fait que le ressortissant de telle commune en est atteint et, partant, irresponsabilité des communes et égalité des risques — toutes ces considérations peuvent être répétées au sujet des enfants anormaux et des estropiés.

La légitimité de l'intervention du fonds commun en faveur de ces deux catégories nouvelles d'infirmités est donc certaine.

Il importe de remarquer que l'article 1^{er} du projet précise bien qu'il s'agit, tant pour les enfants anormaux que pour les estropiés, des frais d'instruction *dans un établissement spécial*.

Reprenant les termes adoptés par le législateur en 1891 au sujet des sourds-muets et des aveugles, l'article mentionne les frais de l'entretien et de l'éducation des enfants anormaux placés dans un institut spécial pour y recevoir l'instruction et il reproduit ces expressions pour les estropiés.

Il a déjà été indiqué dans l'introduction de quels enfants anormaux il est question. Les anormaux pédagogiques, distincts des simples arriérés, continuent à relever de l'enseignement primaire. Il ne s'agit dans le projet de loi que des arriérés non susceptibles de perfectibilité dans les écoles d'enseignement spécial et éducatibles seulement dans un institut. Ils s'y rencontreront avec les anormaux psychiques, dont il a également été question : ce sont les enfants qui sont actuellement admis et maintenus dans des asiles d'aliénés, parce qu'ils ne trouveraient pas ailleurs un enseignement approprié à leur état intellectuel.

Quant aux estropiés, l'article 1^{er} spécifie qu'il ne s'agit que des estropiés atteints d'une infirmité grave et incurable. Ce seront, comme il a été déjà dit, des indigents qui auront été victimes d'un accident grave et qui seront atteints d'une mutilation ou bien ceux qui auront perdu l'usage d'un membre ou d'une faculté par suite d'une maladie. Ainsi que nous l'avons déjà dit, il ne s'agit pas ici des mutilés de guerre.

(1) C'est parmi les anormaux que se recrutent les mendiants et les vagabonds, proches parents du crime, — est-il fait observer dans le rapport de la section centrale chargée d'examiner le projet de loi sur la protection de l'enfance — à propos de l'article 21 de cette loi, cité plus haut.

Les indigents que nous avons en vue entreront dans un institut pour pouvoir se reclasser dans la société. La disposition vise, d'ailleurs, les victimes d'accident comme les infirmes de naissance, et elle peut s'appliquer à des adultes : la proposition relative aux anormaux est seule restreinte aux enfants. La condition essentielle, répétons-le, sera de part et d'autre, la nécessité du placement dans l'institut spécial. Mais comment empêcher les abus : c'est la question qu'il convient d'examiner maintenant?

§ 2. — Institution d'une commission provinciale de contrôle et de surveillance.

La disposition, qui met à la charge du fonds commun de la province et de l'Etat certaines catégories d'indigents constitue pour les communes une faveur qui les engagera à se débarrasser d'indigents dont l'intégralité de la charge d'assistance leur incomberait : au lieu de s'opposer aux fraudes, elles auront la tendance de les favoriser. La nécessité d'un contrôle rigoureux est indéniable.

Les difficultés se sont manifestées dès l'origine : la loi de 1876 sur le domicile de secours limitait exactement les catégories d'indigents en faveur desquels elle créait le fonds commun. Malgré cela, les abus n'ont pas tardé à se produire, ils sont même devenus tellement nombreux et ont donné lieu à tant de plaintes que la révision de la loi de 1876 s'est imposée. De nombreuses fraudes se commettaient pour faire admettre à la charge du fonds commun des absents, dont il était impossible de déterminer exactement l'absence, des aliénés, des sourds-muets et des aveugles qui n'étaient pas atteints complètement de ces infirmités.

Pour faire cesser ces abus, ainsi que l'inégalité des charges supportées par les communes, on a même voulu supprimer le fonds commun. Le législateur de 1891 n'a pas adopté cette solution trop radicale : il a maintenu le fonds commun, mais il a recherché avec soin les moyens d'empêcher les abus et a pris à cet effet une série de mesures : l'intervention du fonds commun dans les frais d'assistance des indigents absents de leur domicile de secours a été supprimée; cette intervention a été conservée en faveur des aliénés, des des aveugles et des sourds-muets, mais avec détermination précise de ses limites : il ne pourrait plus être question que des aliénés *colloqués dans les asiles ou séquestrés à domicile* en exécution de la loi sur le régime des aliénés, et des aveugles et des sourds-muets *placés dans les instituts pour y recevoir l'instruction*; enfin un contrôle spécial a été attribué à la Députation permanente en vue de permettre à ce collège de vérifier l'existence des conditions requises par la loi. D'autre part, les bases des versements des communes ont été modifiées : à la base unique population, a été ajoutée pour une moitié, celle du rendement de certains impôts (1). Or, en ce qui concerne les enfants

(1) Le mode de répartition des frais a fait également en 1891 l'objet d'une importante modification. Sous l'empire de la loi du 14 mars 1876, le fonds commun intervenait à concurrence des 5/4 dans les frais d'assistance qui ont été énumérées plus haut : le 1/4 restant incombait à la commune domicile de secours. Ce système a été changé par l'article 16

anormaux et les estropiés, des précautions particulières sont nécessaires. Pour les aliénés, l'intervention du fonds commun suppose l'accomplissement préalable de formalités prescrites par une loi spéciale, et quant aux aveugles et aux sourds-muets, il s'agit d'affections aisément reconnaissables et qui ont motivé le placement dans un institut spécial. Au contraire, l'admission d'enfants anormaux dans un institut n'est pas régie par une loi particulière, et d'autre part, les termes d'« enfants anormaux » et d'« indigents estropiés, atteints d'une infirmité grave et incurable », sont par eux-mêmes vagues et imprécis.

Pour que la disposition ne prête pas à abus, chaque cas devra faire l'objet d'un examen spécial, devant porter sur l'existence des conditions requises pour l'intervention du fonds commun et notamment sur le point de savoir si l'état physique ou mental de l'indigent justifie son admission dans un institut et si le sujet pourra profiter de l'instruction qui y est donnée.

L'application de la disposition proposée exigera par conséquent des investigations multiples et délicates.

D'où la nécessité de créer un organisme nouveau, qui puisse se consacrer exclusivement à cette tâche absorbante et dont aussi la compétence soit particulière; des techniciens et des spécialistes doivent pouvoir en faire partie.

L'article 2 du projet institue donc, dans chaque province, une commission administrative, composée de cinq membres : deux de ces membres sont nommés par le Ministre de la Justice, deux par la Députation permanente du Conseil provincial, un par le Collège des bourgmestre et échevins du chef-lieu de la province.

Les charges d'assistance, dont il s'agit, sont supportées par l'État, la province et la commune : il est, dès lors, rationnel de partager entre ces trois autorités la nomination des membres. Le chiffre de cinq permettra la désignation de spécialistes.

Adjointe à la Députation permanente, à laquelle appartient la décision de l'acceptation ou du refus de l'intervention du fonds commun, la commission procédera à l'instruction des demandes; elle formulera ensuite un avis qu'elle transmettra à la Députation permanente et celle-ci statuera, sauf recours au Roi.

Suivant une observation faite déjà dans l'introduction, il n'y a pas lieu de

de la loi du 27 novembre 1891 : a) l'intervention de la commune *domicile de secours* est supprimée : celle-ci n'a plus aucune part *spéciale* à supporter du chef des frais occasionnés par son ressortissant (mais il ne faut évidemment pas perdre de vue que la commune *domicile de secours* contribue avec les autres communes de la province, à la formation du fonds commun); b) au *fonds commun* est imposée la moitié des frais des catégories d'indigents qui ont été aussi mentionnés ci-dessus; c) la loi de 1891 fait intervenir, pour l'autre moitié, l'État et la province. D'abord cette moitié était elle-même divisée en parties égales : la loi du 30 juin 1896 n'a plus mis qu'un quart à la charge de la province, l'État supportant les 3/4 restants, de telle sorte qu'actuellement la province paie 1/8 de la dépense totale et l'État 5/8.

restreindre l'action de la commission aux demandes relatives aux enfants anormaux et aux estropiés. Cette action trouvera également à s'exercer au sujet des indigents appartenant aux catégories, bénéficiant actuellement du fonds commun, notamment, nous le verrons, au sujet des aliénés séquestrés à domicile : la commission aura à connaître par conséquent de toute demande d'intervention du fonds commun.

Elle disposera, à cet effet, des pouvoirs d'instruction que l'article 19 de la loi de 1891 attribue à la Députation permanente, et notamment du droit d'ordonner une enquête ou une expertise.

D'ailleurs, la Députation permanente possèdera encore les mêmes pouvoirs qu'auparavant, ces pouvoirs lui étant du reste conférés également au sujet des enfant anormaux et des estropiés, mais elle ne pourra les exercer qu'après avoir reçu l'avis de la commission.

*
* *

Il ne suffit pas que les conditions légales aient été réalisées au moment de la demande : elles doivent continuer à exister. Aussi la commission aura-t-elle à organiser un contrôle permanent sur les conditions du maintien de l'intervention du fonds commun. Elle veillera à ne pas laisser prolonger, au-delà du terme nécessaire à leur instruction, le séjour des indigents dans les instituts. Elle pourra même charger éventuellement un de ses membres d'inspecter les indigents séquestrés à domicile (nous reviendrons plus loin sur ce point) ou placés et de lui signaler les abus et les fraudes. Ce sont les termes mêmes de l'article 2. L'article 19 de la loi de 1891 mentionne déjà l'obligation de veiller à ce que le séjour des indigents sourds-muets ou aveugles dans les instituts ne se prolonge pas au delà du temps nécessaire à leur instruction.

La disposition nouvelle met avec raison davantage en relief la nécessité de la permanence du contrôle; elle organise celui-ci plus nettement en prévoyant l'établissement éventuel d'une inspection des indigents séquestrés ou placés.

La commission, à laquelle ses propres investigations ou son membre inspecteur ont révélé un abus, une fraude, a le moyen de les faire cesser; c'est de proposer à la députation permanente le retrait du fonds commun.

L'organisation de la commission administrative provinciale sera déterminée par un arrêté royal.

*
* *

Nous l'avons déjà dit, l'adjonction de deux catégories d'indigents à celles dont la loi sur l'assistance publique impose la charge au fonds commun n'était légitime que si, en même temps, des mesures propres à empêcher les abus étaient adoptées. L'organisme nouveau, prévu dans l'article 2 du projet, et dont les développements qui précèdent détaillent suffisamment le rôle et le fonctionnement, répond, semble-t-il, de la façon la plus satisfaisante à cette exigence.

§ 3. — Abus en matière de séquestration à domicile.

Aux termes de l'article 23 de la loi des 28 décembre 1873-25 janvier 1874, la famille dont un membre vient à être frappé d'aliénation mentale, peut, au lieu de provoquer la collocation du malade dans un asile, obtenir, moyennant l'accomplissement de certaines formalités, de le séquestrer à domicile et de le conserver ainsi chez elle.

Si l'aliéné séquestré est un indigent, les frais de son entretien et de son traitement sont, en vertu de l'article 16 de la loi du 27 novembre 1891, supportés par le fonds commun, la province et l'État, au même titre que les frais occasionnés par l'aliéné indigent interné dans un asile.

Le nombre des indigents séquestrés à domicile et les dépenses payées par les pouvoirs publics du chef de leur entretien et de leur traitement ont augmenté dans des proportions considérables.

C'est ce qui résulte des tableaux statistiques, qui ont été publiés dans le 14^e rapport sur la situation des asiles d'aliénés du royaume (années 1892 à 1911), et qui sont reproduits en annexe. Ces tableaux indiquent pour les années 1892, 1897, 1902, 1907 et 1911, le nombre des aliénés indigents séquestrés à domicile par rapport à la population du royaume, ainsi que les sommes déboursées par les pouvoirs publics.

Extrayons de ces tableaux deux chiffres significatifs : le nombre des aliénés indigents séquestrés à domicile qui était en 1892 pour l'ensemble du pays de 1,036, s'est élevé en 1911 à 4,893 : il a donc à peu près quintuplé, et le montant des dépenses a passé de fr. 73,944.32 en 1892 à fr. 1,279,075.78 en 1911.

Un autre tableau statistique également reproduit en annexe, donne le nombre de séquestrations à domicile par *cantons de justice de paix*.

L'examen de ce tableau fait immédiatement ressortir des différences de canton à canton, qui ne s'accordent pas avec une application quelque peu uniforme des dispositions légales.

Les cantons contigus ou appartenant à une même région industrielle ou agricole, et dont par conséquent les conditions démographiques sont sensiblement pareilles, devraient posséder une proportion à peu égale de séquestrés. Ce n'est pas du tout le cas.

Cette répartition inégale et cette progression anormale ne peuvent être dues, ainsi que le signalent les députations permanentes, unanimes dans leurs plaintes, qu'à une déformation complète de l'institution.

D'après la loi sur le régime des aliénés, il devrait s'agir d'aliénés véritables dont l'état eût exigé la collocation, mais que leurs familles, pour éviter cette mesure, ont préféré séquestrer elles-mêmes.

Dans la réalité, les demandes de séquestration n'ont actuellement, dans la grande majorité des cas, plus rien de commun avec cette conception, qui est la conception originaires : il ne s'agit plus de privation de liberté, même à un degré réduit, mais uniquement de l'obtention des secours du fonds commun.

Sans égard à la question de savoir si l'état mental requiert véritablement la séquestration, la mesure est sollicitée dès le moment où un indigent n'est pas capable d'un rendement normal de travail et que cette infériorité peut être imputée à l'état de ses facultés intellectuelles.

Ces demandes aboutissent à cause d'une double insuffisance ; insuffisance des formalités prévues par l'article 25 de la loi des 28 décembre 1873-25 janvier 1874, insuffisance du contrôle établi par la loi sur l'assistance publique.

En 1891, le législateur avait cru que les formalités prescrites par la loi sur les aliénés constitueraient une première garantie contre les abus : nulle personne ne peut être séquestrée dans son domicile ou celui de ses parents, ou des personnes qui en tiennent lieu, énonce l'article 25, si l'état d'aliénation mentale n'est pas constaté par deux médecins désignés, l'un par la famille ou les personnes intéressées, l'autre par le juge de paix du canton, qui s'assurera par lui-même de l'état du malade et renouvellera ses visites au moins une fois par trimestre.

Il est exact qu'avant qu'il eût été question de l'intervention du fonds commun au sujet d'un séquestré à domicile, ces formalités avaient suffi à empêcher les abus et cela s'explique. La demande de séquestration ne pouvait alors avoir d'autre objet que celui d'obtenir le pouvoir de séquestrer *effectivement* une personne, de la priver *effectivement* de sa liberté.

Par cela même, les médecins et le juge de paix, conscients de leurs responsabilités, se montraient très circonspects dans la délivrance de leurs attestations.

Les séquestrations n'étaient donc autorisées qu'à bon escient. Pouvant difficilement assurer au malade les soins de traitement et de surveillance, dont il eût été l'objet dans un asile et l'intérêt de la participation au fonds commun n'existant pas, les indigents s'abstenaient.

À partir du moment où la loi vint dire que le séquestré à domicile aurait droit à l'intervention du fonds commun, la situation se modifia du tout au tout.

Les demandes naturellement affluèrent : la séquestration n'est plus sollicitée, nous l'avons dit, que pour faire accorder des secours à l'indigent ou à sa famille. C'est le seul objectif généralement poursuivi et la possibilité de mettre des entraves à la liberté de la personne, qui résulte de l'accomplissement des formalités, reste purement théorique.

La liberté individuelle n'est plus en jeu, mais seulement l'octroi d'un secours. Les médecins et le juge de paix n'ignorent point cela et croient pouvoir, dès lors, substituer à la rigueur une bienveillante tolérance.

Au surplus, les administrations locales, ne se préoccupent pas de réfréner les abus, elles ne voient dans la mise à la charge du fonds commun que le bénéfice qui en résulte pour la bienfaisance communale.

C'est de la sorte que la conception primitive s'est entièrement altérée.

* * *

Une circonstance d'ailleurs facilite certainement ce régime de tolérance ;

dans l'état actuel de la législation, la séquestration à domicile existe juridiquement par le seul fait que les deux médecins, appelés à intervenir, celui du bureau de bienfaisance (qui tient lieu du médecin de la famille) et le médecin désigné par le juge de paix concluent à la nécessité de la séquestration.

Le juge de paix visite le malade, mais sa mission n'est qu'une mission de surveillance. Il n'a pas à prendre de décision sur la séquestration. La commune, n'ayant pas non plus à intervenir, aucune autorité n'a, par conséquent, proprement à statuer et n'encourt de responsabilité. Un système aussi rudimentaire, ne peut être maintenu. Il y a lieu d'attribuer au juge de paix, le pouvoir de décision et de lui imposer l'obligation de statuer. C'est ce que fait l'article 4 du projet aux termes duquel, par modification à l'article 25 de la loi sur le régime des aliénés, il n'y aura plus de séquestration à domicile que pour autant que le juge de paix aura autorisé la mesure par ordonnance motivée. Cette ordonnance devra être communiquée à la députation permanente. Le juge de paix fera également rapport à celle-ci, s'il le juge utile, sur les constatations qu'il aura faites lors de sa visite trimestrielle.

La disposition nouvelle précise donc le caractère de l'intervention du juge de paix : alors que, dans la régime actuel, il n'était pas fait suffisamment appel à la responsabilité du magistrat, celui-ci sera dorénavant obligé de prendre directement position.

Avant de rendre son ordonnance, il examinera soigneusement le cas et pèsera tous les éléments.

Il est d'ailleurs loisible aux juges de paix, pour éclairer leur opinion, d'avoir recours à un spécialiste, à un médecin psychiatre. Une instruction administrative pourra attirer l'attention de ces magistrats sur ce point et leur recommander cette désignation.

La modification proposée intéressant la liberté individuelle, son application ne comporte pas de distinction entre indigents et non indigents : c'est pourquoi la disposition doit prendre place dans la loi sur le régime des aliénés.

Le résultat à obtenir, est que l'on en revienne à la notion légale de la séquestration à domicile qui n'est que l'internement de l'aliéné dans la famille, substitué à l'internement dans l'asile.

Il n'est pas douteux que l'action du juge de paix, telle qu'elle est organisée dans l'article 4 du projet ne puisse être à ce point de vue des plus efficaces. Du reste, l'institution de la Commission de contrôle complète cette première proposition et supplée à la seconde insuffisance signalée, celle des dispositions actuelles de la loi sur l'assistance publique.

Par les explications données au § 2, on voit déjà en quoi consistera le rôle de la Commission administrative par rapport aux séquestrés à domicile.

La Commission aura à examiner le cas *au point de vue de l'intervention du fonds commun* et son examen devra porter surtout sur l'observation des conditions exigées par l'article 16 de la loi du 27 novembre 1894.

La Commission ne sera pas liée par la décision du juge en ce sens qu'elle pourra, malgré l'autorisation donnée par le juge, transmettre à la députation permanente une proposition de refus de l'intervention du fonds commun.

Les conditions requises par la loi sur l'assistance publique peuvent être groupées sous trois chefs indépendamment de la condition d'indigence et de celle d'absence de démence sénile.

1° La séquestration est-elle *nécessaire* ou, d'après une formule équivalente, l'état mental requiert-il les soins de traitement ou de surveillance du genre de ceux qui sont donnés dans les asilés ?

2° La séquestration est-elle *possible* ? La famille est-elle à même de donner à l'aliéné les soins de traitement ou d'exercer la surveillance ?

3° La séquestration est-elle *effective* ? Les soins de traitement ou de surveillance sont-ils prêtés ?

Cette énumération montre l'importance de la mission de l'organisme nouveau à l'égard de la catégorie des indigents dont il est pour le moment question.

Pour vérifier l'existence de ces conditions, pour contrôler notamment les constatations relatives à l'état mental de l'indigent séquestré comme aliéné, la Commission dispose, suivant ce qui a déjà été dit, du droit d'enquête et d'expertise. D'ailleurs, la Députation permanente, saisie des propositions de la Commission, peut, à son tour, procéder elle-même ou faire procéder par la Commission à toutes les investigations supplémentaires qu'elle juge utile.

Quant au contrôle à organiser par la Commission à l'égard des séquestrés qui auront été admis à la charge du fonds commun, et à l'établissement éventuel par le même organisme d'une inspection de ces indigents en vue de découvrir les fraudes, il en a été traité expressément au § 2 : il suffira donc de se reporter aux observations formulées à cet endroit.

La série des mesures inscrites dans les articles 2 et 4 du projet permet d'espérer la cessation des abus considérables auxquels a donné lieu l'admission des aliénés séquestrés à la charge du fonds commun.

*
* * *

L'article 29 de la loi de 1891 règle, au point de vue de la charge des frais, la situation des sourds-muets, des aveugles et des aliénés, repatriés à l'intervention du Gouvernement. Il y a lieu de régler de la même façon, le cas des enfants anormaux et celui des estropiés repatriés : l'article 3 du projet prévoit donc l'adjonction des enfants anormaux et des estropiés à l'énumération contenue dans l'article 29.

*
* * *

Destiné, d'une part, à assurer une saine application des dispositions légales concernant l'intervention du fonds commun, le projet favorisera, d'autre part, un enseignement spécial, dont l'extension importe grandement à la bienfaisance publique. Grâce à cet enseignement, nombre d'individus, qui actuellement devaient inévitablement tomber à la charge des établisse-

ments d'assistance, seront en mesure de subvenir eux-mêmes à leur subsistance.

Les dispositions proposées auront l'heureux effet de développer une des formes de l'assistance préventive, vers laquelle l'action charitable s'oriente de plus en plus.

Le Ministre de la Justice,

E. VANDERVELDE.



PROJET DE LOI

concernant l'extension du fonds commun aux enfants anormaux, aux estropiés et aux infirmes et la répression des abus en matière de séquestration à domicile.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre Nom, aux Chambres législatives, par Notre Ministre de la Justice :

ARTICLE PREMIER.

L'article 16 de la loi du 27 novembre 1891, modifiée par la loi du 30 juin 1896 est rédigé comme suit :

Sont supportés à concurrence de moitié par le fonds commun formé comme il est dit à l'article 17 de la présente loi :

1° Les frais de l'entretien et du

WETSONTWERP

tot uitbreiding van het voordeel van het gemeene fonds tot de abnormale kinderen, de verminkten en de gebrekkigen, en tot beteugeling der misbruiken in zake gezinsverpleging.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Het ontwerp van wet, waarvan de inhoud volgt, zal, in Onzen Naam, door Onzen Minister van Justitie aan de Wetgevende Kamers worden aangeboden :

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 16 der wet van 27 November 1891, gewijzigd bij de wet van 30 Juni 1896, wordt gelezen als volgt :

Door het gemeen fonds, ingesteld als gezegd in artikel 17 van deze wet, wordt tot bedrag van de helft tegemoet gekomen :

1° In de kosten van onderhoud

traitement des indigents atteints d'aliénation mentale ;

Nesont considérés comme atteints d'aliénation mentale que les indigents qui ont été admis dans un asile d'aliénés ou séquestrés en exécution de l'article 7 ou de l'article 25 de la loi du 28 décembre 1873-25 janvier 1874 pour une cause autre que la démence sénile ;

2° Les frais de l'entretien et de l'éducation des enfants anormaux indigents placés dans un institut spécial pour y recevoir l'instruction ;

3° Les frais de l'entretien et de l'éducation des indigents sourds-muets, aveugles ou estropiés, atteints d'une infirmité grave et incurable, placés dans un institut spécial pour y recevoir l'instruction.

Le surplus de ces frais sera supporté à concurrence d'un quart par la province et des trois quarts restants par l'État.

ART. 2.

L'alinéa 4 de l'article 19 de la loi du 27 novembre 1891 est remplacé par les dispositions suivantes :

Il est institué dans chaque province une commission administrative composée de cinq membres. Deux de ces membres sont nommés par le Ministre de la Justice, deux par la Députation permanente du conseil provincial, un par le Collège des bourgmestre et échevins du chef-lieu de la province.

La commission donne son avis

en verpleging van geesteskranke behoeftigen ;

Als geesteskranken worden alleen beschouwd de behoeftigen, die in een gesticht voor krankzinnigen werden toegelaten of die ter volvoering aan artikel 7 of aan artikel 25 der wet van 28 December 1873-25 Januari 1874 zijn gesequestreerd, op andere gronden dan wegens kindschheid.

2° In de kosten van onderhoud en opvoeding van behoeftige abnormale kinderen die geplaatst zijn in een bijzonder gesticht om er te worden onderwezen ;

3° In de kosten van onderhoud en opvoeding van behoeftige doofstommen, blinden of aan een zwaar en ongeneeslijk gebrek lijdende verminkten die in een bijzonder gesticht geplaatst zijn om er te worden onderwezen.

Een vierde van het overige dier kosten wordt door de provincie, de verdere drie vierden door den Staat bestreden.

ART. 2.

Het vierde lid van artikel 19 der wet van 27 November 1891 wordt door de volgende bepalingen vervangen :

In iedere provincie wordt eene uit vijf leden bestaande commissie van beheer ingesteld. Twee leden worden benoemd door den Minister van Justitie, twee door de Bestendige Deputatie van den provincieraad en één lid door het College van burgemeester en schepenen van de hoofdplaats der provincie.

De commissie brengt advies uit

sur l'application des dispositions de l'article 16 et organise un contrôle permanent sur les conditions du maintien de l'intervention du fonds commun.

Elle vérifie, par voie d'enquête et d'expertise au besoin, les constatations relatives à l'état mental de l'indigent, colloqué ou séquestré comme aliéné. S'il s'agit d'un enfant anormal, d'un sourd-muet, d'un aveugle, d'un estropié placé dans un institut, elle s'assure, par les mêmes voies, le cas échéant, que l'indigent est en état de profiter de l'instruction donnée dans l'institut. Elle veille à ne pas laisser prolonger, au delà du terme nécessaire à leur instruction, le séjour des indigents dans les instituts.

Elle charge éventuellement un de ses membres d'inspecter les indigents séquestrés ou placés et de lui signaler les abus et les fraudes.

Elle soumet ses propositions à la Députation permanente du conseil provincial. Celle-ci statue, sauf recours au Roi, après avoir, s'il y a lieu, procédé par elle-même ou fait procéder par la commission à toutes les investigations supplémentaires qu'elle juge utiles.

L'organisation de la commission administrative provinciale est déterminée par arrêté royal.

ART. 3.

L'alinéa 2 de l'article 29 de la loi

over de toepassing der bepalingen van artikel 16 en zorgt voor een voortdurend toezicht op de voorwaarden voor de verdere tusschenkomst van het gemeen fonds.

Desnoods door middel van een onderzoek en van deskundige waarnemingen, overtuigt zij zich van de juistheid der bevindingen omtrent den geestestoestand van den als krankzinnig opgesloten of gesequestreerden behoeftige. Geldt het een abnormaal kind, een doofstomme, een blinde, een in een gesticht geplaatsten verminkte, zoo vergewist zij er zich van, desgevallend op dezelfde wijze, zich ervan dat de behoeftige in staat is om met goed gevolg het in het gesticht verstrekte onderwijs te genieten. Zij waakt er voor dat het verblijf der behoeftigen in de gestichten niet langer dure dan noodig is voor hun onderwijs.

Zij gelast desgeraden een harer leden, opzicht te houden over de gesequestreerde of geplaatste behoeftigen en bij haar aangifte te doen van gepleegd misbruik en bedrog.

Zij onderwerpt hare voorstellen aan de Bestendige Deputatie van den provincieraad. Deze beslist, behoudens hooger beroep op den Koning, na, zoo daartoe termen zijn, zelf of langs den weg der commissie te hebben overgegaan tot al de aanvullende onderzoeken welke zij dienstig acht.

De inrichting van de provinciale commissie van beheer wordt bij koninklijk besluit geregeld.

ART. 3.

Het tweede lid van artikel 29 der

du 27 novembre 1891 est modifié comme suit :

La part d'intervention incombant à la province et au fonds commun dans les frais de l'entretien, de l'éducation et du traitement des sourds-muets, des aveugles, des enfants anormaux, des estropiés atteints d'une infirmité grave et incurable, et des aliénés, repatriés à l'intervention du Gouvernement, est à charge de la province à laquelle appartient la commune où ils ont leur domicile de secours et du fonds commun de cette province. S'ils n'ont pas de domicile de secours en Belgique, cette part d'intervention se répartit entre toutes les provinces et entre leurs fonds communs.

ART. 4.

Le premier alinéa de l'article 25 de la loi des 28 décembre 1873-25 janvier 1874 est modifié comme suit :

Nulle personne ne peut être séquestrée dans son domicile ou dans celui de ces parents ou des personnes qui en tiennent lieu, si l'état d'aliénation mentale n'est pas constaté par deux médecins désignés, l'un par la famille ou les personnes intéressées, l'autre par le juge de paix du canton. Ce magistrat, après s'être assuré par lui-même de l'état du malade, autorisera s'il y a lieu, la séquestration par une ordonnance motivée, dont il devra donner communication à la Députation permanente. Il visitera l'aliéné au moins une fois par trimestre et, s'il l'estime utile, fera rapport à la Dépu-

wet van 27 November 1891 wordt gewijzigd als volgt :

Het aandeel, dat de provincie en het gemeen fonds hebben te voldoen in de kosten van onderhoud, opvoeding en verpleging der doofstommen, blinden, abnormale kinderen, aan zwaar en ongeneeslijk gebrek lijdende verminkten en krankzinnigen, welke door de bemoeiing van de Regeering worden gerapatriëerd, komt ten laste van de provincie waarin de gemeente, waar zij hunne onderstandswoonst hebben, is gelegen, en van het gemeen fonds dezer provincie. Indien zij geene onderstandswoonst in België hebben, wordt dat aandeel onder al de provinciën en onder hare gemeene fondsen verdeeld.

ART. 4.

Het eerste lid van artikel 25 der wet van 28 December 1873-25 Januari 1874 wordt gewijzigd als volgt :

Niemand kan in zijn huis of in dat van zijne ouders of van de personen, welke deze vervangen, worden gesequestreerd, indien zijn geesteskrankheid niet vastgesteld is door twee geneesheeren, van wie de eene door de familie of door de belanghebbende personen, de andere door den vrederechter van het kanton zijn aangewezen. Deze rechter, na zich door eigen waarneming te hebben overtuigd van den toestand des zieken, zal, zoo daartoe termen zijn, machtiging tot sequestratie verleen en door eene met redenen omkleede beschikking, waarvan hij kennis geeft aan de Bestendige

tation permanente sur les constatations qu'il aura faites.

Donné à Bruxelles, le 10 septembre 1919.

deputatie. Hij bezoekt den krankzinnige ten minste eenmaal in de drie maanden, en geeft, zoo hij het nuttig acht, aan de Bestendige deputatie verslag van zijne bevindingen.

Gegeven te Brussel, den 10ⁿ September 1919.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

Van 's Konings wege :
De Minister van Justitie,

ÉMILE VANDERVELDE.

ANNEXES.

TABLEAU I.

Nombre des aliénés indigents séquestrés à domicile par rapport à la population du Royaume.

PROVINCES.	Nombre des aliénés séquestrés.	Population de la province.	Proportion pour 10,000 hab.
Année 1892.			
Anvers	82	726,233	0.4
Brabant	226	1,236,827	1.9
Flandre occidentale . .	82	749,291	2.09
Flandre orientale . . .	184	961,907	1.9
Hainaut	191	1,065,881	1.1
Limbourg	81	225,000	3.6
Luxembourg	5	212,171	0.2
Liège	293	778,724	3.7
Namur	12	339,321	0.3
Le Royaume.	1,036	6,195,355	1.6
Année 1897.			
Anvers	69	796,759	0.8
Brabant	309	1,240,739	2.4
Flandre occidentale . .	159	792,297	2.1
Flandre orientale . . .	269	1,014,369	2.4
Hainaut	278	1,112,440	2.3
Limbourg	124	236,510	5.2
Luxembourg	26	218,062	1.2
Liège	482	826,762	5.8
Namur	107	348,655	3.1
Le Royaume.	1,823	6,586,593	2.7
Année 1902.			
Anvers	123	852,427	1.4
Brabant	472	1,318,051	3.6
Flandre occidentale . .	233	828,152	2.8
Flandre orientale . . .	340	1,056,513	3.2
Hainaut	760	1,171,418	6.4
Limbourg	150	248,858	6.02
Luxembourg	151	222,476	6.7
Liège	782	846,066	9.2
Namur	385	352,118	10.9
Le Royaume.	3,396	6,896,076	4.9
Année 1907.			
Anvers	138	944,350	1.4
Brabant	573	1,434,360	3.9
Flandre occidentale . .	324	865,328	3.7
Flandre orientale . . .	309	1,103,930	2.7
Hainaut	971	1,224,082	7.9
Limbourg	168	265,304	6.3
Luxembourg	207	230,794	8.9
Liège	892	886,847	10.1
Namur	410	362,566	12.13
Le Royaume.	4,022	7,317,561	5.4
Année 1911.			
Anvers	161	987,201	1.6
Brabant	775	1,494,416	5.1
Flandre occidentale . .	346	878,417	3.9
Flandre orientale . . .	275	1,125,814	2.4
Hainaut	1,278	1,239,712	10.3
Limbourg	214	279,170	7.6
Luxembourg	271	231,314	11.7
Liège	1,122	890,918	12.5
Namur	453	363,449	12.4
Le Royaume.	4,895	7,490,411	6.5

Montant des frais d'entretien des aliénés indigents séquestrés à domicile.

ANNÉES.	Nombre des aliénés indigents.	Sommes payées pour l'entretien des aliénés			Total des dépenses.
		1 ^o par le fonds commun.	2 ^o par la province.	3 ^o par l'État.	
1892. . . .	1,036	36,972 26	18,486 13	18,488 13	73,944 52
1897. . . .	1,823	186,320 82	46,580 20	139,740 62	372,641 64
1902. . . .	3,396	429,337 02	107,334 25	322,002 77	858,674 04
1907. . . .	4,022	525,817 26	131,454 31	394,362 95	1,051,634 52
1911. . . .	4,895	639,537 89	159,884 47	479,653 42	1,279,075 78

TABLEAU II.

Nombre, par canton de justice de paix, des aliénés séquestrés à domicile.

1907.

Justices de paix.	Hommes.	Femmes.	Total.
-------------------	---------	---------	--------

*Cour d'appel de Bruxelles.**Arrondissement de Bruxelles.*

Anderlecht.	0	0	0
Assche.	3	3	6
Bruxelles (1 ^{er} canton)	0	0	0
— (2 ^o —)	0	0	0
— (3 ^o —)	0	0	0
Hal.	38	35	73
Ixelles.	3	2	5
Laeken.	0	0	0
Lennik Saint-Quentin	41	36	77
Molenbeek-Saint-Jean	2	3	5
Saint-Gilles	0	0	0
Saint-Josse-ten-Noode	4	1	5
Schaerbeek	0	1	1
Uccle	1	1	2
Vilvorde	1	0	1
Wolverthem	1	0	1
Total.	94	82	176

Arrondissement de Louvain.

Aerschot	21	22	43
Diest	0	0	0
Glabbeek	4	12	16
Haccht.	6	2	8
Léau	6	6	12
Louvain (1 ^{er} canton).	3	4	7
— (2 ^o —).	6	2	8
Tirlemont	10	5	15
Total.	56	53	109

Arrondissement de Nivelles.

Nivelles.	39	24	63
Genappe	23	32	60
Perwez.	28	21	49
Jodoigne	24	17	41
Wavre.	19	22	41
Total.	138	116	254

Justices de paix.	Hommes.	Femmes.	Total.
-------------------	---------	---------	--------

Arrondissement d'Anvers.

Anvers (1 ^{er} canton)	1	3	4
— (2 ^e —)	0	0	0
— (3 ^e —)	0	0	0
Boom	0	0	0
Borgerhout.	0	0	0
Brecht	0	0	0
Contich.	0	1	1
Eeckeren	0	0	0
Santhoven	0	0	0
Total.	1	4	5

Arrondissement de Malines.

Malines (Nord).	3	4	7
— (Sud)	1	0	1
Duffel	0	0	0
Heyst-op-den-Beig	14	5	19
Lierre	2	2	4
Puers	1	0	1
Total.	21	11	32

Arrondissement de Turnhout.

Westerloo	17	9	26
Arendonck.	2	5	7
Hérenthals.	6	4	10
Moll	9	5	14
Hoogstraeten	0	0	0
Turnhout	0	0	0
Total.	34	23	57

Arrondissement de Mons.

Boussu	32	80	112
Chièvres	17	30	47
Dour	21	19	40
Enghien	13	24	37
La Louvière	43	45	88
Lens	20	21	41
Mons	33	39	72
Paturages	31	51	82
Rœulx	6	7	13
Soignies	15	14	29
Total.	231	330	561

Arrondissement de Tournai.

Antoing	1	1	2
Ath.	14	6	20
Celles	1	1	2
Flobecq	4	6	10
Frasnes	0	0	0
Lessines	22	26	48
Leuze	7	3	10
Péruwelz	4	11	15
Quevaucamps	16	18	34
Templeuve.	2	1	3
Tournai	0	0	0
Total.	71	73	144

Justices de paix.	Hommes.	Femmes.	Total.
<i>Arrondissement de Charleroi.</i>			
Beaumont	3	3	6
Binche	16	25	41
Charleroi (Nord)	14	20	34
Charleroi (Sud)	15	12	27
Châtelet	12	3	15
Chimay	12	12	24
Fontaine-l'Évêque	19	29	48
Gosselies	0	0	0
Jumet	7	2	9
Merbes-le-Château	11	10	21
Senefte	16	30	46
Thulin	7	4	11
Total.	132	150	282

1912.

Cour d'Appel de Bruxelles.

<i>Arrondissement de Bruxelles.</i>			
Anderlecht	0	2	2
Assche	11	15	26
Bruxelles (1 ^{er} canton)	0	0	0
— (2 ^e —)	1	2	3
— (3 ^e —)	1	0	1
Hal	37	29	66
Ixelles	7	9	16
Laeken	0	0	0
Lennik-Saint-Quentin			84
Molenbeek-Saint-Jean	4	6	10
Saint-Gilles	1	0	1
Saint-Josse-ten-Noode	2	5	7
Schaerbeek	0	3	3
Uccle	0	3	3
Vilvorde	2	0	2
Wolverthem	6	4	10
Total.	72	78	234

<i>Arrondissement de Louvain.</i>			
Aerschot	19	19	38
Diest	14	20	34
Glabbeek	19	25	44
Haecht	13	13	26
Léau	0	1	1
Louvain (1 ^{er} canton)	6	7	13
— (2 ^e —)	17	13	30
Tirlemont	39	43	82
Total.	127	141	268

<i>Arrondissement de Nivelles.</i>			
Nivelles	36	25	61
Perwez	24	32	56
Jodoigne	17	13	33
Genappe	37	42	79
Wavre	22	29	51
Total.	239	141	280

Justices de paix.	Hommes.	Femmes.	Total.
-------------------	---------	---------	--------

Arrondissement d'Anvers.

Anvers (1 ^{er} canton)	0	3	3
— (2 ^e —)	0	0	0
— (3 ^e —)	0	0	0
Boom	0	0	0
Borgerhout	0	0	0
Brecht	0	0	0
Contich	0	0	0
Eeckeren	0	0	0
Santhoven	0	0	0
Total.	0	3	3

Arrondissement de Malines.

Malines (Nord)	3	6	9
— (Sud)	4	5	9
Duffel	0	0	0
Heyst-op-den-Berg	10	7	17
Lierre	2	6	8
Puers	1	0	1
Total.	20	24	44

Arrondissement de Turnhout.

Arendonck	4	5	9
Hérenthals	8	10	18
Hoogstraeten	1	1	2
Moll	7	8	15
Westerloo	10	21	31
Turnhout	0	0	0
Total.	30	45	75

Arrondissement de Mons.

Boussu	45	79	124
Dour	28	30	58
Chièvres	15	29	44
Enghien	18	31	49
La Louvière	27	48	75
Lens	18	19	37
Mons	38	53	91
Paturages	32	53	85
Rœulx	10	9	19
Soignies	14	23	37
Total.	245	374	619

Arrondissement de Tournai.

Antoing	6	6	12
Ath	18	8	26
Celles	3	3	6
Flobecq	4	10	14
Frasnes	0	0	0
Lessines	32	31	63
Lenze	15	9	24
Quevaucamps	18	29	47
Péruwelz	19	26	45
Templeuve	5	2	7
Tournai	1	5	6
Total.	131	129	250

Justices de paix.	Hommes.	Femmes.	Total.
-------------------	---------	---------	--------

Arrondissement de Charleroi.

Beaumont	8	7	15
Birche	15	19	34
Charleroi-Nord	21	30	51
— Sud	18	25	43
Châtelet	23	23	46
Chimay	7	4	11
Fontaine-l'Évêque	26	47	73
Gosselies	34	30	64
Jumet	11	5	16
Merbes-le-Château	13	12	25
Seneffe	43	62	105
Thuin	6	10	16
Total	225	274	499

1907.

*Cour d'Appel de Gand.**Arrondissement de Gand.*

Assenede	1	0	1
Caprycke	2	1	3
Cruyshautem	8	5	13
Deynze	0	0	0
Eecloo	9	7	16
Everghem	0	0	0
Gand (3 cantons)	0	0	0
Ledeberg	0	0	0
Lochristy	1	3	4
Nazareth	0	3	3
Nevele	0	0	0
Oosterzeele	1	3	4
Somergem	0	0	0
Waeschoot	2	0	2
Total	24	22	46

Arrondissement de Termonde.

Zele	0	1	1
Wetteren	0	1	1
Termonde	0	0	0
Tamse	1	0	1
Saint-Nicolas	0	1	1
Saint-Gilles (Waes)	2	1	3
Lokeren	2	1	3
Hamme	0	0	0
Alost	0	0	0
Beveren-Waes	0	0	0
Total	5	5	10

Arrondissement d'Audenarde.

Audenarde	19	10	29
Graumont	9	17	26
Herzele	9	19	28
Hoorebeke-Sainte-Marie	21	24	45
Nederbrakel	15	8	23
Ninove	10	10	20
Renaix	18	18	36
Sotteghem	36	32	68
Total	137	138	275

Justices de paix.	Hommes.	Femmes.	Totaux.
-------------------	---------	---------	---------

Arrondissement de Bruges.

Ardoye	10	5	15
Bruges (1 ^{er} canton)	6	6	12
— (2 ^e —)	10	6	16
— (3 ^e —)	2	4	6
Ghistelles	13	3	16
Ostende	1	1	2
Ruyssselede	3	1	4
Thielt	3	3	6
Thourout	17	26	43
Total.	65	55	120

Arrondissement de Courtrai.

Mouscron	5	5	10
Avelghem	10	7	17
Courtrai (1 ^{er} canton)	0	6	6
— (2 ^e —)	5	3	8
Harlebeke	2	7	9
Iseghem	1	0	1
Menin	4	4	8
Meulebeke	1	0	1
Moorseele	0	0	0
Oostroosebeke	1	4	5
Roulers	0	0	0
Total.	29	36	65

Arrondissement d'Ypres.

Poperinghe	5	1	6
Wervicq	6	5	11
Ypres (1 ^{er} canton)	3	11	14
— (2 ^e —)	5	10	15
Messines	7	12	19
Passchendaele	8	17	25
Total.	34	56	90

Arrondissement de Furnes.

Dixmude	5	7	12
Furnes	6	16	21
Haringhe	10	7	17
Nieuport	4	4	8
Total.	25	33	58

1912.

*Cour d'appel de Gand.**Arrondissement de Gand.*

Assenede	0	0	0
Caprycke	2	3	5
Cruyshautem	5	4	9
Deynze	0	0	0
Eecloo	8	7	15
Evergem	0	0	0
Gand	0	0	0
Ledeberg	0	0	0
Loochristy	0	2	2
Nazareth	0	2	2
Nevele	0	0	0
Oosterzeele	1	0	1
Somergem	0	0	0
Waerschoot	2	3	5
Total.	18	21	39

Justices de paix.	Hommes.	Femmes.	Total.
-------------------	---------	---------	--------

Arrondissement de Termonde.

Alost	0	0	0
Beveren-Waes	0	0	0
Hanne	0	0	0
Lokeren	4	1	5
Saint-Gilles-Waes	2	1	3
Saint-Nicolas-Waes	0	1	1
Tamise	0	0	0
Termonde	0	0	0
Wetteren	0	0	0
Zele	0	1	1
Total.	6	4	10

Arrondissement d'Audenarde.

Audenarde.	19	18	37
Grammont.	13	19	32
Herzele.	10	13	23
Hoorebeke-Sainte-Marie	19	18	37
Nederbrakel	10	7	17
Ninove	19	17	36
Renaix	15	21	36
Sottegem	18	16	34
Total.	123	129	252

Arrondissement de Bruges.

Ardoye.	7	5	12
Bruges (1 ^{er} canton)	8	8	16
— (2 ^e canton)	10	12	22
— (3 ^e canton)	2	4	6
Ghistelles	12	12	24
Ostende	2	2	4
Ruyselede.	3	2	5
Thielt	1	3	4
Thourout	13	22	35
Total.	58	70	128

Arrondissement de Courtrai.

Avelghem	8	11	19
Courtrai (1 ^{er} canton)	2	5	7
— (2 ^e canton)	4	1	5
Harlebeke	2	4	6
Iseghem	0	1	1
Menin	4	4	8
Meulebeke.	0	0	0
Moorsele	0	0	0
Monscron	3	4	7
Oost-Roosebeke	1	5	6
Roulers.	0	1	1
Total.	24	36	60

Arrondissement d'Ypres.

Hooghlede.	13	10	23
Wervicq	6	6	12
Poperinghe	7	2	9
Ypres (1 ^{er} canton)	2	9	11
— (2 ^e —)	5	8	13
Messines	4	16	20
Passchendaele.	13	20	33
Total.	50	71	121

Justices de paix.	Hommes.	Femmes.	Total.
-------------------	---------	---------	--------

Arrondissement de Fumes.

Dixmude	7	13	20
Nieuport	5	7	12
Haringhe	5	2	7
Furpes	9	12	21
Total.	26	34	60

1907.

*Cour d'appel de Liège.**Arrondissement de Liège.*

Liège 1 ^{er} canton	0	0	0
— 2 ^e —	0	0	0
Fexhe-Slins	19	19	38
Dalhem.	14	8	22
Fléron	15	12	27
Hollogne-aux-Pierres	37	33	70
Louveigné	14	20	34
Seralng.	27	19	46
Waremmé	15	11	26
Grivegnée	0	0	0
Herstal.	0	0	0
Saint-Nicolas lez-Liège	0	0	0
Total.	141	122	263

Arrondissement de Huy.

Avennes	21	23	44
Ferrières	2	0	2
Héron	26	11	37
Huy	32	41	73
Jehaye-Bodegnée	45	29	74
Landen.	15	23	38
Nandrin	10	13	23
Total.	151	140	291

Arrondissement de Verviers.

Anbel	8	5	13
Dison	10	14	24
Herve	8	4	12
Limbourg	6	4	10
Spa.	19	21	40
Stavelot	7	12	19
Verviers	17	13	30
Total.	75	73	148

Arrondissement de Namur.

Namur (Nord).	41	6	47
— (Sud)	18	8	26
Eghezée	24	23	47
Gembloux	18	29	47
Andenne	2	0	2
Fosses	19	20	39
Total.	122	86	208

Justices de paix.	Hommes.	Femmes.	Total.
-------------------	---------	---------	--------

Arrondissement de Dinant.

Dinant	20	14	34
Gedinne	0	0	0
Couvin	1	5	6
Florennes	4	9	13
Walcourt	6	3	9
Philippeville	1	0	1
Rochefort	14	8	22
Ciney	16	14	30
Beauraing	20	14	34
Total.	82	67	149

Arrondissement de Tongres.

Bilsen	10	12	22
Brée	1	0	1
Looz	16	17	33
Maeseyck	3	4	7
Mechelen-sur-Meuse	3	3	6
Sichen-Sussen-Bolré	6	2	8
Tongres	14	4	18
Total.	53	42	95

Arrondissement de Hasselt.

Achel	0	4	4
Beeringen	5	4	9
Hasselt	9	2	11
Herck-la-Ville	17	16	33
Peer	6	3	9
Saint-Trond	12	5	17
Total.	49	34	83

Arrondissement d'Arlon.

Arlon	13	11	24
Etalle	6	8	14
Fauvillers	0	1	1
Florenville	3	3	6
Messancy	4	2	6
Virton	7	5	12
Total.	33	30	63

Arrondissement de Neufchâteau.

Neufchâteau	10	8	18
Sibret	3	1	4
Bastogne	0	0	0
Saint-Hubert	11	9	20
Bouillon	8	4	12
Paliseul	10	4	14
Wellin	9	6	15
Total.	51	32	83

Arrondissement de Marche.

Vielsalm	8	2	10
Nassogne	10	10	20
Marche	3	8	11
Laroche	10	5	15
Houffalize	0	1	1
Erezée	4	0	4
Durbuy	12	2	14
Total.	47	28	75

Justices de paix.	Hommes.	Femmes.	Total.
-------------------	---------	---------	--------

1912.

Cour d'Appel de Liège.

Arrondissement de Liège.

Liège (1 ^{er} canton)	0	1	1
— (2 ^e —)	0	0	0
Dalhem	13	11	24
Fexe-Slins	29	19	48
Fléron	21	14	35
Hollogne-aux-Pierres	68	75	143
Louveigné	15	17	32
Seraing	27	31	58
Waremmes	12	13	25
Grivegnée	0	0	0
Herstal	6	4	10
Saint-Nicolas	0	0	0
Total.	191	185	376

Arrondissement de Huy.

Avennes	25	32	57
Ferrières	2	2	4
Héron	25	17	42
Huy	32	61	93
Jehay-Bodegnée	51	34	85
Landen	19	27	46
Nandrin	15	20	35
Total.	169	193	362

Arrondissement de Verviers.

Verviers	26	20	46
Dison	9	13	22
Aubel	9	11	20
Stavelot	7	13	20
Herve	8	8	16
Spa	24	20	44
Limbourg	9	6	15
Total.	92	91	183

Arrondissement de Namur.

Namur (Nord)	—	—	69
— (Sud)	16	14	30
Andenne	4	4	8
Fosses	19	26	45
Gembloux	24	32	56
Eghezée	21	24	45
Total.	84	100	255

Arrondissement de Dinant.

Beauraing	20	13	33
Ciney	15	18	33
Couvin	3	4	7
Dinant	35	26	61
Florennes	5	8	13
Gedinne	0	0	0
Philippeville	5	2	7
Rocheftort	13	12	25
Walcourt	5	7	12
Total.	101	90	191

Justices de paix.	Hommes.	Femmes.	Total.
-------------------	---------	---------	--------

Arrondissement de Tongres.

Bilsen	—	—	36
Brée	1	2	3
Looz	20	10	30
Maeseyck	5	6	11
Mechelen sur/Meuse	2	3	5
Sichen-Sussen-Bolré	5	5	10
Tongres	13	6	19
Total.	46	32	114

Arrondissement de Hasselt.

Herck-la-Ville.	13	20	33
Beeringen	7	5	12
Hasselt.	10	2	12
Neerpelt	5	3	8
Peer	1	1	2
Saint-Trond	13	17	30
Total.	49	48	97

Arrondissement d'Arlon.

Florenville.	5	4	9
Arlon	11	12	23
Virton	12	8	20
Messancy	6	1	7
Étalle	8	10	18
Fauvillers	2	2	4
Total.	44	37	81

Arrondissement de Neufchâteau.

Bastogne	2	0	2
Bouillon	5	6	11
Neufchâteau	11	9	20
Paliseul	13	6	19
Saint-Hubert	12	13	25
Sibret	2	4	6
Wellin	12	10	22
Total.	57	48	105

Arrondissement de Marche.

Durbuy.	7	5	12
Erezée	7	1	8
Houffalize	1	0	1
Laroche	—	—	16
Marche.	—	8	8
Nassogne	6	9	15
Vielsalm	8	4	12
Total.	29	19	72

— 26 —

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 18 SEPTEMBER 1919.

Wetsontwerp

tot uitbreiding van het voordeel van het gemeene fonds tot de abnormale kinderen, de verminkten en de gebrekkigen, en tot beteugeling der misbruiken in zake gezinsverpleging.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van wet, dat de Regeering de eer heeft U voor te leggen, voert drie gewichtige hervormingen in :

1° Uitbreiding van het voordeel van het gemeene fonds tot de in bijzondere gestichten geplaatste abnormale kinderen en verminkten ;

2° Instelling in 't belang van 't gemeene fonds, van eene Commissie van na- en toezicht in ieder provincie.

3° Maatregelen tot voorziening in de misbruiken in zake gezinsverpleging van krankzinnigen.

*
* * *

Sedert lang reeds werd de aandacht van het Staatsgezag gevestigd op de noodzakelijkheid om een bijzonder onderwijs voor de abnormale kinderen in te richten.

De wet op de kinderbescherming, nadat ze aan den kinderrechtcr, die in twijfel verkeert omtrent de lichamelijke of psychische gesteldheid van het kind, het recht heeft gegeven het in observatie te stellen of het te onderwerpen aan het geneeskundig onderzoek van één of meer specialisten, zegt ten andere in artikel 21 :

« Blijkt uit het geneeskundig onderzoek, dat de minderjarige zich lichamelijk of psychisch in een staat van minderwaardigheid bevindt, waardoor het hem onmogelijk is op zijn daden toezicht te houden, dan gelast de kinderrechtcr dat hij worde gesteld ter beschikking van de Regeering, om geplaatst te worden in een gesticht of in eene voor zijn toestand gëeigende bijzondere instelling. »

Anderzijds legt eene beschikking der schoolwet aan de gemeenten, waar

de getalsterkte der bevolking zulks toelaat, de verplichting op om klassen in te richten voor « weinig begaafde of verachtterde kinderen of voor abnormale kinderen. »

Dit bijzonder onderwijs volstaat enkel voor patienten die niet grondig zijn aangetast; de volstrekt-abnormalen zijn onbekwaam het te volgen en kunnen dus alleen in een voor hun toestand geschikte inrichting opgevoed en onderwezen worden. Dergelijke inrichtingen werden in deze laatste tijden dank zij allerlei initiatief, in 't leven geroepen of worden thans tot stand gebracht.

De volstrekt-abnormalen kunnen dus voortaan worden opgenomen in een gesticht, in plaats van zooals vroeger, ofwel volkomen aan zich zelf te worden overgelaten ofwel opgenomen te worden in een krankzinnigen-gesticht of er te blijven, terwijl, in werkelijkheid, hunne opsluiting niet noodig of niet meer noodig is.

Gestichten werden ook tot stand gebracht ten behoeve van een andere klasse van behoeftigen, n. l. de verminkten, voor dewelke de tusschenkomst van de Regeering eveneens werd ingeroepen.

Hier worden niet de « oorlogsverminkten » bedoeld; een bijzonder wets-ontwerp, door de Ministers van Oorlog en van Economische Zaken, op 11 December 1918, ter tafel van de Kamer der Volksvertegenwoordigers neergelegd, houdt zich met hun toestand bezig.

De behoeftigen, die als slachtoffer van een ongeval verminkt bleven of het gebruik hebben verloren van een lidmaat of van een zinsvermogen ten gevolge van ziekte, bekomen in die inrichtingen het beroepsonderwijs — of welk ander ook — dat hun toelaten zal een ander vak aan te leeren en een nieuwe plaats in de maatschappij te veroveren. Voorheen waren zij gedoemd tot een onvermijdelijken ondergang.

Ook die inrichtingen zijn dus van 't grootste nut en aller aanmoediging waardig.

De openbare weldadigheid kan bezwaarlijk onverschillig blijven ten opzichte van die twee klassen van gebrekkigen, waaruit thans een groot aantal der personen, die te haren laste vallen, voortkomen.

De wet op den openbaren onderstand bevat bijzondere schikkingen ten bate der krankzinnigen, der blinden en der doofstommen: naar luid van artikel 16 der wet van 27 November 1891, gewijzigd bij de wet 30 Juni 1896, worden de kosten van onderhoud en verpleging der in de gestichten of ten huize verpleegde krankzinnigen, alsmede de kosten van onderhoud en van opleiding der doofstommen en der blinden, die in een gesticht geplaatst werden, tot beloop van de helft gedragen door het gemeene fonds, in elke provincie door middel van de stortingen der gemeente gevormd; het overige dier kosten komt, voor een vierde, ten laste van de provincie en voor de andere drie vierden, ten laste van den Staat. Spreekt het gevoel van welwillendheid, dank zij hetwelk deze bepaling werd aangenomen, niet ten voordeele van de uitbreiding ervan tot de abnormale kinderen en tot de verminkten en vraagt het niet dat het gemeene fonds ook bijdrage tot de kosten voortspruitend uit het toelaten dier gebrekkigen in bijzondere gestichten? Deze vraag blijkt ongetwijfeld bevestigend te moeten beantwoord.

De heer Carton de Wiart, aan wiens initiatief zooveel werken in zake kinderbescherming te danken zijn, vestigde reeds de aandacht der Kamer — in dezer vergadering van 12 Juli 1911 — op de noodzakelijkheid dat al de openbare machten en inzonderheid het Staatsbestuur, deelachtig zouden behooren te worden in deze zoo nuttige ondernemingen (1).

De bestendige deputaties der provincieraden, daarover geraadpleegd, hebben bij meerderheid van stemmen een gunstig advies uitgebracht en de Hooge Raad van Weldadigheid, aan wien de heer Carton de Wiart de kwestie onderwierp, deed uitspraak in denzelfden zin.

* * *

Wil men misbruiken voorkomen, dan moet de tusschenkomst van het gemeene fonds, in de kosten gewijd aan den bijstand dier twee klassen van behoeftigen, gepaard gaan met het stellen van nieuwe waarborgen. Deze waarborgen zouden blijkbaar verwezenlijkt zijn door het stichten, in elke provincie, voor eene na- en toezichtcommissie : artikel 2 van het ontwerp waarbij het 4^e lid van artikel 19 der wet op den openbaren onderstand wordt gewijzigd, bepaalt de samenstelling en de bevoegdheden dier commissie. Dit nieuwe organisme zal trouwens ook behoorlijk kunnen tusschenkomen ten bate van de klassen van behoeftigen, die thans ten laste van het gemeen fonds komen : ook met deze laatsten zal de commissie zich dus behoeven bezig te houden. De aanzienlijke toeneming in de uitgaven, voortspruitend uit den bijstand der behoeftigen van één dezer klassen welke reeds het voordeel van 't gemeene fonds genieten, nl. die der krankzinnigen die bij burgers worden verpleegd overeenkomstig artikel 25 der wet van 28 December 1873 — 25 Januari 1874, gaf sedert vele jaren aanleiding tot klachten. De misbruiken zijn klaarblijkend en hebben bewezen dat het noodig is de bij artikel 25 voorziene formaliteiten te versterken. Artikel 4 van het ontwerp brengt aan die bepaling de vereischte wijzigingen toe.

Het vervolg van dit betoog werd natuurlijkerwijs in drie deelen gesplitst : in het eerste zal gehandeld worden over de uitbreiding van het voordeel van het gemeene fonds tot de abnormalen en de verminkten ; in het tweede, over de instelling van eene provinciale na- en toezichtcommissie en in het 3^e, over de misbruiken in zake gezinsverpleging.

S I. Uitbreiding van het voordeel van het gemeene fonds tot de abnormalen en de verminkten.

De beweegredenen die den Wetgever er toe deden besluiten de krankzinnigen, de blinden en de doofstommen te laten deelnemen aan het

(1) Het is niet zonder belang hier te vermelden dat de Staat en de gemeente van het domicilie van onderstand, krachtens de artikelen 21 en 42 der wet van 15 Mei 1912 op de kinderbescherming, thans reeds de kosten moeten dragen van onderhoud en opleiding der minderjarigen, die bij bevel van den kinderrechter ter beschikking van de Regeering werden gesteld, met het oog op hunne plaatsing in eene bijzondere, volgens hun toestand geschikte inrichting. Maar die bepalingen gelden alleen voor anormale kinderen die voor den rechter worden gebracht.

gemeene fonds, kunnen die ook gelden waar het gaat om abnormalen en verminkten?

Ter oplossing van dit vraagstuk is het wenschelijk hier te herinneren aan den oorsprong der wetgeving in zake het gemeene fonds — uiteenzetting die ons de gelegenheid zal geven een andere klasse van behoeftigen te vermelden nl. die der behoeftigen, welke sedert vijf jaar afwezig waren van hunne onderstandswoonst; vóór de wet van 27 November 1891 kwamen zij evenzoo gedeeltelijk ten laste van het gemeene fonds.

Deze instelling dagteekent van de wet van 14 Maart 1876 op de onderstandswoonst. Het gemeene fonds kan omschreven worden als zijnde « een fonds gevormd door middel van de stortingen der gemeenten, met het oog op het afdragen der lasten voortspruitend uit den onderstand van zekere klassen van behoeftigen. »

De hoofdgedachte die de stichters er van heeft geleid was eenvoudig : een rechtmatiger verdeling, tusschen al de gemeenten van één zelfde provincie, van zekere, bepaalde lasten en het in 't leven roepen onder hen van een soort samenwerking, solidariteit, wederkeerig dienstbetoon.

Het blijkt uit de memorie van toelichting van de wet van 1876 dat de instelling van het gemeene fonds in beginsel alleen voor doel had de gemeenten van het domicilie van onderstand te ontlasten van het grootste deel kosten van onderstand der behoeftigen waarvan sprake is geweest, het is te zeggen van degenen die sedert meer dan vijf jaar de gemeente hadden verlaten en die geen nieuw domicilie van onderstand bezaten.

Als reden daarvoor deed men gelden dat, daar een verblijf van vijf jaar noodig was om recht te hebben op onderstand in eene gemeente, de behoeftige, die zijne gemeente sedert meer dan vijf jaar had verlaten, terecht beschouwd kon worden als hebbende alle banden met haar verbroken.

Men vond het niet rechtvaardig dat de gemeenten verplicht waren tot het terugbetalen van den onderstand toegestaan aan een behoeftige, die haar in de meeste gevallen geheel vreemd geworden was, en die soms weer te haren laste kwam met eene heele familie welke haar volstrékt onbekend was.

Het was ten slotte een bloot toeval dat de behoeftige niet in het bezit van een nieuw domicilie van onderstand was gekomen. Alle gemeenten waren aan dergelijke lasten blootgesteld. Het bleek dan ook logisch de gemeenten van het domicilie van onderstand in ruime mate vrij te stellen van die kosten van onderstand, door deze voor het grootste deel ten laste van een gemeen fonds te stellen (1). Onrechtvaardigheden, waartoe het toeval leiden kon, werden door deze oplossing weder goedge maakt.

Tot de klasse der afwezigen moeten de behoeftigen gerekend worden wier vader of moeder, op het oogenblik van de geboorte dier behoeftigen, niet

(1) Men mag natuurlijk niet uit het oog verliezen dat de stortingen der gemeenten in verhouding staan tot hunne belangrijkheid. In 1876, strekte het bevolkingscijfer tot eenigen grondslag. De wet van 27 November 1891 (art. 17) heeft deze grondslag voor de helft laten bestaan; voor de andere helft wordt het aandeelsbedrag der stortingen in het gemeene fonds bepaald door de opbrengst in hoofdsom der belastingen, welke opbrengst tot grondslag dient voor de verdeling van het gemeentefonds.

in het land verbleef en wier woonplaats niet kon worden ontdekt. Deze personen hadden hun domicilie van onderstand in hunne geboorteplaats. Hier gold het dus ook behoeftigen wier onderstand ten laste viel van eene gemeente, ten gevolge eener onvoorziene omstandigheid. Bij de tweede stemming over de amendementen van de wet van 1876 werd deze klasse van behoeftigen gevoegd bij die der afwezigen.

Een amendement ingediend in den loop van de algemeene bespreking in de Kamer, breidde de tusschenkomst van het gemeene fonds uit tot de krankzinnigen, de blinden en de doofstommen.

Men zal verder zien op welke wijze de beschouwingen, die tot het aannemen dier uitbreiding hebben geleid, verband houden met degene die hooger werden uiteengezet omtrent de afwezigen en de behoeftigen die met hen gelijk gesteld worden.

Het is niet zonder belang te doen kennen op welke wijze de bepaling is ontstaan.

In het verslag eener commissie ingesteld in 1842 voor de herziening van het krankzinnigenstelsel werd reeds gewezen op de bezwaren voortspruitend uit het feit, dat artikel 131 der gemeentewet de kosten van onderhoud en verpleging der behoeftige krankzinnigen ten laste had gesteld van de gemeenten. Bij gebrek aan behoorlijke zorgen van den aanvang hunner ziekte af werden de meeste van die krankzinnigen ongeneesbaar, terwijl eene tij dige verpleging in een goed ingericht gesticht hun in de meeste gevallen het gebruik hunner geestvermogens zou hebben teruggeschonken.

De commissie stelde voor de kosten van onderhoud der ongeneesbare geesteskranke behoeftigen, in de plaatselijke of provinciale gestichten, door elke deputatie te doen verdeelen tusschen al de gemeenten der provincie naar verhouding van het bevolkingscijfer van elke gemeente, en zonder het getal krankzinnigen dat zij in de gestichten zou hebben geplaatst in aanmerking te nemen.

Bij de bespreking in de Kamer van Volksvertegenwoordigers, den 3^e December 1873, van de wet op het krankzinnigenstelsel, beklagde zich de heer Muller over dat de gemeenten zich om het lot der behoeftige krankzinnigen niet bekommerden.

Naar aanleiding dezer opmerkingen beloofde de heer Th. Delantsheere, Minister van Justitie, aan het wetsontwerp betreffende het domicilie van onderstand een amendement toe te voegen, waarbij beter in het lot der krankzinnigen zou worden voorzien.

In haar verslag van 13 Mei 1874 achtte de Middensectie het gewenscht « de aandacht van de Regeering en der Kamer te vestigen op het voorstel van den betreunden heer Ducpétiaux, overgenomen door den achtbaren heer Muller, voorstel dat door den achtbaren heer Delantsheere werd goedgekeurd en dat hierin bestaat, dat het onderhoud der krankzinnigen, doofstommen en blinden ten laste komt van het gemeene fonds ». En in de zitting van 16 November 1875 werd door den Minister van Justitie het volgende amendement ter tafel neergelegd : « Het gemeene fonds zal in de

kosten van onderstand der behoeftigen, krankzinnigen, blinden en doofstommen tusschenbeide komen voor de drie vierden van het bedrag ».

Men zal hebben opgemerkt dat de vroegere beschouwingen alleen de krankzinnigen golden en dat er geen gewag gemaakt werd noch van de blinden, noch van de doofstommen.

Voor de toevoeging dezer twee klassen naar luid van de opmerking der Middensectie en van het amendement van den Minister werd geen reden opgegeven : men mag aannemen dat, evenmin als aan de krankzinnigen, aan de blinden en doofstommen wier kosten van bijzonderen onderstand ook zeer hoog zijn, hulp werd verleend. De gelijkstelling zal men als van zelsprekend hebben aangenomen.

De menschlievendheid en zelfs — voor de krankzinnigen — de openbare veiligheid eischen dat die toestand verholpen werd.

Opdat de krankzinnigen, de blinden en de doofstommen niet zonder hulp zouden gelaten worden, nam men de beslissing het grootste deel der onderstandskosten ten laste te doen komen van het gemeene fonds.

Bij deze reden, voortspruitend uit het belang en de noodzakelijkheid van den onderstand, moet men er nog eene andere voegen, gegrond op het karakter der kwalen en die ten voordeele van den onderstand pleit.

Men heeft de krankzinnigheid, de blindheid en de doofstomheid als bijzondere, buitengewone kwalen aanzien, die niet tot de groep der gewone ziekten behooren : het feit dat eene gemeente op een gegeven oogenblik den onderstand van krankzinnigen, blinden en doofstommen op zich moet nemen mag men als een noodlottig toeval beschouwen.

De gemeenten zijn niet bij machte het aantal personen, die aan die kwalen lijden, te verminderen.

De last kan voor de gemeente des te zwaarder zijn, dat dikwijls, ten gevolge van het erfelijk karakter dezer kwalen, verscheidene leden van een gezin in de gemeente er door aangetast zijn.

Zooals men ziet, treedt de voorstelling van het toevallig karakter der redenen, die de noodzakelijkheid van den onderstand bewijzen, hier weer naar voren, en deze omstandigheid laat toe te zeggen dat alle gemeenten aan hetzelfde risico zijn blootgesteld.

Het is dus billijk ook de kosten voortspruitend uit een onderstand als die der krankzinnigen, blinden en doofstommen tusschen de gemeenten te verdeelen.

Dit stelsel kan overigens zonder bezwaar ingevoerd worden, omdat de gemeenten ook niet bij machte zijn het aantal dezer zieken te vermeederen.

* * *

Deze beschouwingen vloeien voort uit degene die in de Kamers werden uiteengezet bij de bespreking van het ontwerp der wet van 1876, met name door den heer Visart, verslaggever der Middensectie en door den heer Delantsheere, Minister van Justitie. Men zal opmerken dat de hieronder aangehaalde verklaringen (1) van den verslaggever en van den Minister van

(1) In de zitting van 17 November 1875 verklaarde de heer Visart :

* De Middensectie is insgelijks van oordeel dat de gevangenen in de bedelaarsge-

Justitie voornamelijk voor doel hebben het door den heer Reynaert voorgestelde amendement te doen verwerpen betreffende de uitbreiding van het gemeene fonds tot de bedelaars en de landloopers.

Ten slotte is het niet van belang ontbloot eene aanhaling te doen uit een door de bestendige deputatie van Henegouw verzonden omzendbrief d. d. 7 Februari 1840, waarvan melding gemaakt wordt in het *Commentaire de la loi communale* van BIVORT, 1882, bl. 241. De aangehaalde plaats geeft aan, op welke gronden de kosten van onderhoud en onderwijs der doofstommen en blinden toegevoegd worden aan de lasten die op de gemeente rusten, en bijgevolg ook waarom zij gelijk gesteld worden met de behoeftige krankzinnigen wier kosten van onderhoud en verpleging ten laste komen der gemeente (1).

stichten of verbeteringsscholen niet ten laste van het gemeene fonds dienen te komen. Het feit dat de gemeenten er een zoo groot belang bij zouden hebben al hunne behoeftigen tot bedelaars en landloopers te maken, zou een werkelijk gevaar opleveren.

» Het hangt ten andere van de gemeente en hare bewoners af het aantal personen, die men genoodzaakt is in bedelaarsgestichten of verbeteringsscholen te plaatsen, te verminderen. Het bezoek der scholen, de instellingen van vooruitzicht, de zedelijke veredeling der lagere klassen, het aanmoedigen van den arbeid en van de beteugeling der landlooperij en strooperij in de gemeente zelf, ziedaar zoovele middelen die de gemeente te harer beschikking heeft om de lasten te verminderen die op haar wegen uit hoofde van hare opgesloten landloopers en bedelaars.

» Met de krankzinnigen, de doofstommen en de blinden is het heelemaal anders gesteld. Niemand is bij machte het aantal dezer te vergrooten of te verminderen, en het erfelijk karakter dezer ziekten is trouwens vaak de oorzaak dat enkele gezinnen, met deze noodlottige erfelijkheid belast, voldoende zijn om eene gemeente met financiëele lasten te overladen en ten gronde te richten. De Middensectie heeft dus artikel 4, voorgesteld door den heer Reynaert, verworpen, en artikel 25bis aangenomen, voorgesteld door den heer Minister van Justitie »

Op zijne beurt verklaarde de heer Delantsheere in de zitting van 30 November 1875 van de Kamer der Volksvertegenwoordigers :

« De beschouwingen die aanleiding hebben gegeven tot het ten laste stellen van het gemeene fonds van zekere bijzondere klassen van behoeftigen : de krankzinnigen, de doofstommen, de blinden, werden hier meermalen uiteengezet en de gedachte die het voorstel heeft ingegeven is de volgende : er zijn zekere nooden tot welker leniging geen middelen zijn bekend en waarvoor niemand aansprakelijk is.

» Eene gemeente kan niets veranderen aan het getal harer blinden en doofstommen; zij kan niets doen om het aantal krankzinnigen te doen aangroeien. De nalatigheid of de geest van overdreven spaarzaamheid der gemeenten is daarentegen, voor de krankzinnigen, de blinden en de doofstommen, een werkelijk gevaar.

» Wat is in 't bijzonder, het geval met de krankzinnigen? Elken dag leest men in de dagbladen het relaas van een of andere afschuwelijke misdaad gepleegd door iemand die eenvoudig voor onnoozel doorging.

» Indien deze vermeende onnoozele van den aanvang af in een gesticht ware opgenomen geweest, zou hij misschien genezen zijn en zou men in elk geval alle ongelukken hebben voorkomen. Het is juist om deze ongelukken te voorkomen en om aan deze gevaarlijke spaarzaamheid elk voorwendsel te ontnemen, dat wij de klassen der behoeftigen die ik heb aangeduid ten laste stellen van het gemeene fonds. Maar de beschouwingen die toepasselijk zijn op die klassen, zijn het geenszins op de landloopers en de bedelaars ».

(1) « De kunst om de blinden en doofstommen, die in dezen toestand werden geboren,

Deze verschillende opmerkingen zijn te kenschetsend. opdat het noodig weze er breedvoeriger over uit te wijden : het is duidelijk, dat de redenen die de deelhebbing in het gemeene fonds ten voordeele der krankzinnigen, der blinden en der doofstommen hebben doen aannemen, ook kunnen ingeroepen worden voor de tusschenkomst der inrichting ten bate der abnormale kinderen en der verminkten.

Sommige opmerkingen van den heer Delantsheere betreffende het gevaar dat kan voortspruiten uit het niet ondersteunen der krankzinnigen zouden ook kunnen aangevoerd worden waar het gaat om abnormalen (1), en overwegingen die werden voorgebracht om de gegrondheid te bewijzen van de deelneming der verschillende onderdeelen der openbare macht aan de kosten van onderwijs der blinden en der doofstommen gelden in ieder opzicht voor de onderwijskosten der abnormalen en der verminkten.

Al de opmerkingen betreffende de belangen van menschlievendenaard en der openbare veiligheid, de noodzakelijkheid der ondersteuning, het hoog bedrag der onkosten waaruit de vrees zou kunnen ontstaan dat het verleenen van hulp zou achterwege blijven, de buitengewone aard der kwalen, die toelaat het feit, dat de onderhoorige van deze of gene gemeente er door aangeast is, als een toeval te beschouwen, en, derhalve, de onverantwoordelijkheid der gemeenten en de gelijkheid der gevaren, kunnen evenzeer ingeroepen worden ten bate der abnormale kinderen en der verminkten. De billijkheid der tusschenkomst van het gemeene fonds ten behoeve van deze twee nieuwe klassen van zieken is dus onloochenbaar.

Het is van belang te doen opmerken dat artikel één van het ontwerp

deelachtig te maken in de weldaden van het onderwijs neemt eene eerste plaats in tusschen de meest vernuftige en nuttige uitvindingen der philanthropie.

» Aan die hoogst gewichtige kunst is het te danken, dat deze ongelukkigen, die vroeger gedoemd waren hun gansche leven in onwetendheid, afzondering en verlatenheid door te brengen, thans in staat zijn de kennis te verwerven van de moreele waarheden en van de geloofsleer en zich op de hoogte te stellen van den vooruitgang op intellectueel gebied. Zij kunnen ook de bekwaamheid verkrijgen tot het beoefenen van een groot aantal vakken der nijverheid en zodoende bijna al de voordeelen van het maatschappelijk leven genieten.

» Indien het voor de ouders en voogden dezer ongelukkigen een plicht is eene opvoeding, waarvan zij de leiding niet op zich kunnen nemen, toe te vertrouwen aan bevoegde handen en hun in de bijzondere scholen, die voor hun opgericht zijn, alle middelen van onderwijs te verschaffen, is het voor de gemeentebesturen een even belangrijke plicht de families te helpen, die niet over de noodige middelen beschikken om dezen menschelijken plicht te vervullen.

» Het is dan ook om aan de zorgeloosheid en den moedwil elk voorwendsel te ontnemen, dat de gemeentewet het onderwijs en het onderhoud van de blinden en doofstommen ten laste stelt van hun domicilie van onderstand, en dat diezelfde wet, zoo noodig, aan die gemeenten de medewerking van de provincies en van den Staat waarborgt. »

(1) Het is vooral uit de abnormalen dat bedelaars en landloopers groeien, die zoo gemakkelijk misdadigers worden, laat het verslag van de middensectie, belast met het onderzoek van het wetsontwerp betreffende de kinderbescherming, naar aanleiding van hoogergenoemd artikel 21 dezer wet, opmerken.

duidelijk bepaalt dat er sprake is, zoowel voor de abnormale kinderen als voor de verminkten, van de onderwijskosten, *in eene bijzondere inrichting*. In dezelfde bewoordingen, die door den wetgever van 1891 werden gebruikt waar het ging om doofstommen en blinden, maakt het artikel melding van de kosten van onderhoud en opvoeding der abnormale kinderen, die in eene bijzondere inrichting worden geplaatst om er onderwezen te worden, en het artikel herhaalt deze bewoordingen voor de verminkten.

In de inleiding werd reeds aangeduid welke abnormale kinderen hier worden bedoeld. De pedagogische abnormalen, die zich onderscheiden van de gewone achterlijken, blijven toevertrouwd aan het lager onderwijs. In het wetsontwerp is slechts sprake van de achterlijken, wier toestand niet vatbaar is voor verbetering in de scholen voor bijzonder onderricht, en wier opvoeding alleen kan geschieden in een gesticht. Daar worden ook de psychisch abnormalen geplaatst waarvan insgelijks sprake is geweest: dat zijn de kinderen die tegenwoordig in krankzinnigengestichten worden opgenomen en daar blijven omdat zij nergens een voor hun intellectueelen toestand passend onderwijs zouden vinden.

Wat de verminkten betreft, artikel één bepaalt dat alleen diegene worden bedoeld, die een ernstig gebrek hebben en ongeneesbaar zijn. Zooals reeds werd gezegd zullen het behoeftigen zijn, die het slachtoffer zijn geweest van een ernstig ongeval en die werden verminkt, ofwel degene, die, ten gevolge van ziekte, het gebruik van een lidmaat of van een der geestvermogens hebben verloren.

Zooals wij reeds hebben gezegd is hier geen spraak van de oorlogsverminkten.

De behoeftigen die wij bedoelen zullen in een gesticht worden opgenomen om later eene plaats in de maatschappij te kunnen bekleeden. De bepaling heeft zoowel het oog op de slachtoffers van ongevallen als op degene die gebrekkig werden geboren en kan toegepast worden op volwassenen: alleen het voorstel betreffende de abnormalen bepaalt zich bij de kinderen. Wij herhalen dat in beide gevallen de noodzakelijkheid der plaatsing in een bijzonder gesticht de volstrekt vereischte voorwaarde zal zijn.

Maar hoe zijn de misbruiken te voorkomen? Ziedaar de kwestie die thans moet worden onderzocht.

§ 2. — Instelling van eene provinciale commissie van na- en toezicht.

De bepaling, waarbij zekere klassen van behoeftigen ten laste komen van het gemeene fonds van de provincie en den Staat, is voor de gemeenten een voordeel, dat deze zal aanzetten zich van de behoeftigen te ontdoen, in wier onderstand zij geheel zouden hebben te voorzien: in plaats van zich tegen de misbruiken te verzetten, zullen zij geneigd zijn ze aan te moedigen. De noodzakelijkheid van een streng toezicht is onloochenbaar.

Van den aanvang af had men met moeilijkheden te kampen: de wet van 1876 betreffende het domicilie van onderstand duidde nauwkeurig de klassen van behoeftigen aan, ten bate derwelke het gemeene fonds werd ingesteld.

Desondanks bleven de misbruiken niet achterwege; zij zijn zelfs zoo talrijk geworden, en hebben aanleiding gegeven tot zoovele klachten, dat de herziening der wet van 1876 noodzakelijk is geworden. Talrijke onjuiste opgaven werden verstrekt om afwezigen, wier afwezigheid niet met zekerheid kon worden vastgesteld, alzook patienten die niet volkomen krankzinnig, doofstom of blind waren, ten laste van het gemeene fonds te doen opnemen.

Om een einde te stellen aan deze misbruiken, alsook aan de ongelijkheid der door de gemeenten te dragen lasten, heeft men zelfs het gemeene fonds willen afschaffen. De wetgever van 1891 heeft deze al te radicale oplossing niet aangenomen. Hij heeft het gemeene fonds laten bestaan, maar hij heeft zorgvuldig naar de middelen gezocht, die de misbruiken zouden kunnen beletten, en met dit inzicht eene reeks maatregelen getroffen: de tusschenkomst van het gemeene fonds in de kosten van onderstand der behoeftigen, die niet in hun domicilie van onderstand verblijven, werd afgeschaft; deze tusschenkomst is blijven bestaan ten bate der krankzinnigen, der doofstommen en der blinden, maar de grenzen waarbinnen zij kon gelden werden duidelijk aangegeven: de krankzinnigen die ter voldoening van de wet op het krankzinnigenstelsel, in een gesticht zijn opgesloten of onder staatstoezicht bij burgers worden verpleegd, alsook de blinden en de doofstommen die het onderricht in een gesticht genieten, zouden alleen in aanmerking komen; ten slotte werd het uitoefenen van een bijzonder toezicht opgedragen aan de bestendige deputatie, ten einde deze toe te laten zich omtrent de aanwezigheid der bij de wet vereischte voorwaarden te vergewissen. Anderzijds werden de grondslagen waarop de stortingen der gemeente geschieden gewijzigd: aan den eenigen grondslag van het bevolkingcijfer, werd, voor de helft, deze van de opbrengst van zekere belastingen toegevoegd. (1). Voor wat echter, de abnormale kinderen en de verminkten aangaat, zijn bijzondere voorzorgen noodig. Voor de krankzinnigen veronderstelt de tusschenkomst van het gemeene fonds de voorafgaande vervulling van de bij eene bijzondere wet voorgeschreven formaliteiten, en wat

(1) De wijze van verdeeling der kosten heeft in 1891 insgelijks eene belangrijke wijziging ondergaan. Krachtens de wet van 14 Maart 1876 kwam het gemeene fonds voor $\frac{3}{4}$ tusschenbeide in de bovengenoemde kosten van onderstand: het overblijvende $\frac{1}{4}$ kwam ten laste der gemeente van het domicilie van onderstand. Artikel 16 van de wet van 27 November 1891 veranderde dit systeem: de tusschenkomst der gemeente van het domicilie van onderstand is afgeschaft: de gemeente heeft geen enkel bijzonder aandeel meer op zich te nemen in de kosten door haar onderhoorige veroorzaakt (men mag natuurlijk niet uit het oog verliezen dat de gemeente van het domicilie van onderstand evenals de andere gemeenten der provincie het hare bijdraagt tot de vorming van het gemeene fonds); b) aan het gemeene fonds komen voor de helft de kosten ten laste der hoogergenoemde klassen van behoeftigen; c) krachtens de wet van 1891 komt de andere helft ten laste van den Staat en van de provincie. Eerst was deze helft ook in gelijke deelen verdeeld: volgens de wet van 30 Juni 1896 komt slechts $\frac{1}{4}$ ten laste der provincie, en betaalt de Staat de overblijvende $\frac{3}{4}$, zoodat tegenwoordig de provincie slechts $\frac{1}{8}$ en de Staat $\frac{5}{8}$ van het gansche bedrag der uitgaven betaalt.

de blinden en doofstommen betreft, is de aard hunner kwalen, die hunne plaatsing in een bijzonder gesticht noodzakelijk maakten, gemakkelijk vast te stellen. Daarentegen wordt de plaatsing van abnormale kinderen in een gesticht niet door eene bijzondere wet beheerd; ten andere zijn de termen « abnormale kinderen » en « behoeftige verminkten, wier gebrek ernstig is en ongeneeselijk », op zichzelf vaag en onvoldoende omschreven.

Opdat deze bepaling geen aanleiding tot misbruiken geve, zal elk geval aan een bijzonder onderzoek onderworpen moeten worden. Dit onderzoek zal moeten nagaan of de voorwaarden aanwezig zijn, die voor de tussenkomst van het gemeene fonds worden vereischt, en met name de vraag of de lichamelijke en geestelijke toestand van den behoeftige de noodzakelijkheid van zijne opnemng in een gesticht doet blijken, en of hij in staat is het onderricht dat er gegeven wordt met vrucht te volgen.

De toepassing der voorgestelde bepaling zal bijgevolg talrijke en kiesche nasporingen eischen.

Daaruit vloeit de noodzakelijkheid voort een nieuw organisme in het leven te roepen, dat zich uitsluitend aan deze zware taak zou wijden en daartoe eene bijzondere bevoegdheid zou bezitten; technici en specialisten moeten daarvan deel kunnen uitmaken.

Artikel 2 van het ontwerp stelt dus in elke provincie eene commissie van beheer in, bestaande uit vijf leden: twee leden worden door den Minister van Justitie benoemd, twee door de bestendige deputatie van den provincieraad, een door het college van burgemeester en schepenen van de hoofdplaats der provincie.

De bedoelde kosten van onderstand komen ten laste van den Staat, van de provincie en van de gemeente: het is dus redelijk het recht op de benoeming der leden tusschen deze drie overheden te verdeelen. Daar het aantal leden op vijf is bepaald, is het mogelijk specialisten aan te duiden.

Toegevoegd aan de bestendige deputatie, die moet beslissen over het al of niet aannemen van de tussenkomst van het gemeene fonds, zal de commissie de aanvragen onderzoeken; zij zal alsdan een advies uitbrengen dat zij overmaakt aan de bestendige deputatie, en deze zal eene beslissing nemen, behoudens beroep bij den Koning.

Zooals in de inleiding reeds werd opgemerkt, bestaat er geen reden om de werkzaamheid der commissie te beperken tot de aanvragen betreffende de abnormale kinderen en de verminkten.

De commissie heeft zich ook bezig te houden met de behoeftigen behorend tot een der klassen die tegenwoordig door het gemeene fonds worden ondersteund, met name, zooals wij zullen zien, met de krankzinnigen die onder Staatstoezicht bij burgers worden verpleegd.

De commissie is bijgevolg bevoegd om elke aanvraag tot tussenkomst van het gemeene fonds te onderzoeken.

Te dien einde zal zij beschikken over het recht tot onderzoek bij artikel 19 der wet van 1891 aan de bestendige deputatie verleend, inzonderheid over het recht een enkwest voor te schrijven of het geval door deskundigen te doen onderzoeken.

De bestendige deputatie blijft hare vroegere bevoegdheid behouden, die zich dan ook uitstrekt tot de abnormale kinderen en de verminkten, maar zal daarvan slechts gebruik mogen maken na ontvangst van het advies der commissie.

* * *

Het is niet voldoende dat de bij de wet voorgeschreven voorwaarden aanwezig zijn op het oogenblik dat de aanvraag wordt ingediend: het is noodig dat zij blijven voortbestaan. De commissie zal dan ook voortdurend toezicht moeten houden op de voorwaarden van instandhouding der tusschenkomst van het gemeene fonds.

Zij zal zorg dragen dat het verblijf der behoeftigen in de gestichten niet langer dure dan voor hun onderwijs noodig is.

Zij zal zelfs eventueel één harer leden kunnen belasten met eene inspectie der behoeftigen die bij burgers zijn geplaatst of opgesloten (wij zullen verder op dit punt terugkomen), en hem opdragen haar de misbruiken en bedrieglijke opgaven te doen kennen. Dit zijn de bewoordingen door artikel 2 gebruikt. Artikel 19 van de wet van 1891 maakt reeds melding van de noodzakelijkheid zorg te dragen dat de behoeftige doofstommen en blinden niet langer in de gestichten verblijven dan noodig is voor hun onderwijs.

De nieuwe bepaling stelt terecht de noodzakelijkheid voortdurend toezicht te houden nog meer in het licht; doordat zij de eventuele instelling voorziet eener inspectie der behoeftigen die bij burgers zijn opgenomen of opgesloten, wordt dit toezicht beter geregeld.

De commissie, die door eigen bevinding, of door haar als inspecteur aangesteld lid, in kennis wordt gesteld van een misbruik of een bedrog, beschikt over een middel om deze te doen ophouden, namelijk aan de bestendige deputatie de intrekking voor te stellen van het gemeene fonds. De inrichting van de provinciale commissie van beheer zal bij koninklijk besluit worden bepaald.

De toevoeging van twee klassen van behoeftigen bij degene die volgens de wet op den openbaren onderstand ten laste komen van het gemeene fonds was alleen gewettigd, wij zeiden het reeds, indien tegelijk maatregelen werden getroffen om de misbruiken te beletten. Het nieuwe organisme dat bij artikel 2 van het ontwerp wordt voorzien, en waarvan de bovenstaande uitsluitingen genoegzaam den rol en de werking omschrijven, beantwoordt klijkbaar op de meest bevredigende wijze aan dezen eisch.

§ 3. — Misbruiken in zake gezinsverpleging.

Krachtens artikel 25 der wet van 28 December 1873-23 Januari 1874, kan de familie waarvan een lid krankzinnig is geworden, in plaats van den zieke in een gesticht te doen opsluiten, de toelating verkrijgen, mits het vervullen van zekere formaliteiten, hem ten huize te verplegen en hem aldus in haar midden te behouden.

Indien de aan huis verpleegde krankzinnige behoeftig is, komen krachtens artikel 16 der wet van 27 November 1891, de kosten van zijn onderhoud en zijne verpleging ten laste van het gemeene fonds, de provincie en den Staat, ten zelfden titel als de kosten veroorzaakt door een behoeftige krankzinnige die in een gesticht is opgesloten.

Het aantal behoeftigen die bij burgers worden verpleegd en de uitgaven door de openbare besturen voor hun onderhoud en hunne verpleging betaald, zijn in hooge mate gestegen. Dit blijkt uit de statistieken verschenen in het veertiende verslag over den toestand der krankzinnigengestichten van van het Rijk (jaren 1892 tot 1911) en die als bijlage worden overgedrukt. Deze statistieken geven, voor de jaren 1892, 1897, 1902, 1907 en 1911, het aantal der bij burgers verpleegde geesteskranke behoeftigen op in verhouding tot het bevolkingscijfer van het Rijk, alsmede de sommen die door de openbare besturen werden uitgegeven.

Laten wij uit deze opgaven twee veelbeteekenende cijfers vermelden : het aantal aan huis verpleegde geesteskranke behoeftigen dat in 1892 voor het heele land 1,036 bedroeg, is, in 1911, gestegen tot 4,895; het is dus ongeveer vijf maal groter geworden; en het bedrag der uitgaven is van 73,944.52 frank in 1892 gestegen tot fr. 1,279.075.78 in 1911. Een andere statistiek, die ook als bijlage hieraan is toegevoegd, geeft het aantal der aan huis verpleegden per *vredegerechtskanton*.

De inzage dezer opgave doet onmiddellijk de verschillen uitkomen die bestaan van kanton tot kanton, en die niet overeen te brengen zijn met eene min of meer gelijkvormige toepassing der wetsbepalingen.

In de kantons die aan elkaar grenzen of die tot eene zelfde nijverheids- of landbouwstreek behooren, en zich bijgevolg ongeveer in dezelfde demografische voorwaarden bevinden, zou, in verhouding, het aantal der aan huis verpleegden omtrent gelijk moeten zijn. Dit is geenszins het geval.

Volgens de opmerkingen der bestendige deputaties die zich eenstemmig over den toestand beklagen, kunnen deze ongelijke verdeling en die abnormale stijging alleen geweten worden aan eene algeheele vervorming van het stelsel. Volgens de wet op het krankzinnigenstelsel, zouden echte krankzinnigen in aanmerking moeten komen, wier toestand de opsluiting eischt, maar wier familie, om dezen maatregel te vermijden, hen liever aan huis wenschen te verplegen.

In waarheid hebben tegenwoordig de aanvragen tot verpleging ter huize, in de meeste gevallen, niets meer gemeens met deze opvatting die oorspronkelijk als regel gold : er is geen kwestie meer van berooving der vrijheid, zelfs niet in geringe mate, maar alleen van het bekomen der toelagen van het gemeene fonds.

Zonder de vraag in aanmerking te nemen of de geestestoestand van den zieke zijne opsluiting waarlijk noodzakelijk maakt, vraagt men dezen maatregel aan, van af het oogenblik dat een behoeftige niet meer in staat een normalen arbeid te leveren en dat deze ongeschiktheid kan toegeschreven worden aan den toestand zijner geestvermogens.

Deze aanvragen bekomen den gewenschten uitslag wegens eene dubbele

ontoereikendheid : ontoereikendheid der formaliteiten voorzien bij artikel 25 van de wet van 28 December 1873-23 Januari 1874, en ontoereikendheid van het toezicht ingesteld door de wet op den openbaren onderstand.

In 1891, had de wetgever gemeend dat de bij de wet op de krankzinnigen voorgeschreven formaliteiten een eerste waarborg zouden zijn tegen de misbruiken : niemand, zegt artikel 25, mag in zijne woning of in die zijner bloedverwanten of dergenen die in hunne plaats optreden, opgesloten worden, indien zijn toestand van krankzinnigheid niet bevestigd wordt door twee geneesheeren, de eene aangeduid door de familie, de andere door den vrederechter van het canton, die zich persoonlijk van den toestand van den zieke zal vergewissen en zijn bezoek minstens eens per kwartaal zal herhalen.

Het is waar dat, vooraleer er sprake was geweest van de tusschenkomst van het gemeene fonds ten bate van een aan huis verpleegde, deze formaliteiten voldoende waren om de misbruiken te beletten en dat is gemakkelijk te verklaren. De aanvraag tot opsluiting kon toen geen ander doel hebben dan het bekomen van de machtiging om een persoon *werkelijk* op te sluiten, hem *werkelijk* van zijne vrijheid te berooven.

Daardoor toonden de geneesheeren en de vrederechter die zich hunner verantwoordelijkheid bewust waren, zich zeeromzichtig in het afleveren van attesten.

De machtiging tot opsluiting werd dus alleen in overtuigende gevallen verleend. Daar zij bezwaarlijk de zorgen van verpleging en bewaking op zich konden nemen die de zieke in een gesticht zou hebben gevonden, en daar het voordeel van de tusschenkomst van het gemeene fonds nog niet bestond, onthielden zich de behoeftigen van elke aanvraag. Maar van het oogenblik af dat de wet verklaarde dat de aan huis verpleegde recht zou hebben op de tusschenkomst van het gemeene fonds, wijzigde zich de toestand geheel en al. Er kwam natuurlijk een overvloed van aanvragen. Wij hebben reeds gezegd dat de opsluiting nog maar alleen wordt aangevraagd om voor den behoeftige of zijne familie onderstand te bekomen. Dit is het eenig doel dat over het algemeen wordt nagestreefd, en de uit het vervullen der formaliteiten voortspruitende mogelijkheid om den persoon gedeeltelijk van zijne vrijheid te berooven blijft enkel in theorie bestaan.

Het gaat dan niet meer om de vrijheid van den persoon, maar enkel om het verkrijgen van een onderstand.

Dit weten de geneesheeren en de vrederechter wel, en diengevolge meenen zij de stipte strengheid door eene welwillende inschikkelijkheid te mogen vervangen.

Voor 't overige blijven de plaatselijke besturen onverschillig voor de beteugeling der misbruiken ; in het feit dat het onderhoud van een behoeftige ten laste komt van het gemeene fonds zien zij slechts het voordeel dat er uit voortvloeit voor de gemeentelijke weldadigheid.

Op die wijze is de oorspronkelijke opvatting geheel ontaard.

Eene bijzondere omstandigheid geeft trouwens heel zeker aanleiding tot

dit stelsel van inschikkelijkheid; de opsluiting ten huize bestaat in rechten alleen door het feit dat de twee geneesheeren, die geroepen zijn tot het uitbrengen van een advies, de geneesheer van het weldadigheidsbureau (die optreedt als geneesheer der familie) en degene door den vrederechter aangeduid, tot het besluit komen dat de opsluiting noodzakelijk is.

De vrederechter bezoekt den zieke, maar zijne zending bestaat slechts in het uitoefenen van toezicht. Hij heeft omtrent de opsluiting geene beslissing te nemen. Daar ook de gemeente niet moet tusschenbeide komen, heeft eigenlijk geen enkele macht eene uitspraak te doen, nog eenige verantwoordelijkheid te dragen. Zulk een al te ontoereikend stelsel mag niet gehandhaafd blijven. Er bestaat alle reden om aan den vrederechter de macht te verleen een beslissing te nemen en hem de verplichting op te leggen eene uitspraak te doen. Dit doet artikel 4 van het ontwerp, krachtens hetwelk, bij wijziging van artikel 25 van de wet op de behandeling der krankzinnigen, geene machtiging tot opsluiting ten huize meer zal worden verleend dan indien die maatregel door een met redenen omkleed bevel van den vrederechter wordt goedgekeurd. Dit bevel moet ter kennis gebracht worden van de bestendige deputatie. Indien hij zulks noodig oordeelt legt de vrederechter haar een verslag over van zijne bevindingen bij ieder driemaandelijksch bezoek.

Deze nieuwe beschikking bepaalt dus nauwkeurig het karakter der tusschenkomst van den vrederechter: terwijl in het tegenwoordige stelsel geen voldoende beroep werd gedaan op de verantwoordelijkheid van den magistraat, zal deze voortaan verplicht zijn beslissend op te treden.

Alvorens een bevelschrift uit te vaardigen moet hij zorgvuldig het geval overwegen en alle bestanddeelen ervan onderzoeken.

Het staat trouwens den vrederechters vrij te hunner voorlichting, een specialist, een psychiater te raadplegen. Eene bestuurlijke onderrichting kan de aandacht der magistraten op dit punt vestigen en hun deze aanstelling aanbevelen.

Daar de voorgestelde wijziging in verband staat met de persoonlijke vrijheid, maakt hare toepassing geen verschil tusschen behoeftigen en niet behoeftigen: daarom moet deze bepaling in de wet op de behandeling der krankzinnigen worden ingevoegd.

De uitslag die men beoogt is de terugkeer tot de wettelijke opvatting der gezinsverpleging, die niets anders is dan de opsluiting van een krankzinnige in de woning der familie in plaats van in een gesticht.

Het lijdt geen twijfel dat het optreden van den vrederechter zooals dit bij artikel 4 wordt geregeld, van uit dit oogpunt zeer doeltreffend kan zijn. De instelling van de commissie van toezicht vult trouwens deze eerste bepaling aan en volledigt de tweede aangeduide ontoereikendheid, die der tegenwoordige bepalingen van de wet op den openbaren onderstand.

De uitleggingen van lid 2 toonen voldoende aan waarin de rol bestaat der commissie van beheer tegenover de krankzinnigen die gezinsverpleging genieten.

De commissie behoort het geval te onderzoeken *met 'het oog op de tusschen-*

komst van het gemeene fonds, en haar aandacht moet bijzonder gericht zijn op het naleven der bij artikel 16 van de wet van 27 November 1891 geëischte voorwaarden.

De commissie is door de beslissing van den rechter niet gebonden, in dien zin dat zij, ondanks de verleende toestemming van den rechter, aan de bestendige deputatie mag voorstellen de tusschenkomst van het gemeene fonds te weigeren.

De bij de wet op den openbaren onderstand vereischte voorwaarde kunnen, behalve de voorwaarde van behoefte en deze van afwezigheid van kindschheid, in drie categorieën worden verdeeld :

1^o Is de opsluiting *noodig*, of, volgens eene gelijkwaardige formule, eischt de geestestoestand zorgen van verpleging en bewaking zooals die in de gestichten worden gegeven?

2^o Is de opsluiting *mogelijk*? Is de familie in staat den krankzinnige met de noodige zorg te verplegen en hem te bewaken?

3^o Is de krankzinnige *werkelijk* opgesloten? Wordt hij verpleegd en bewaakt?

Deze opsomming toont aan hoe gewichtig de taak is, die het nieuwe organisme ten opzichte van het soort behoeftigen, waarvan hier sprake is, heeft te vervullen.

Om zich van het bestaan dezer voorwaarden te overtuigen, met name om de vaststellingen betreffende de geestestoestand van den behoeftige die als krankzinnige is opgesloten te controleeren, beschikt de commissie, zooals hooger gezegd, over het recht een onderzoek in te stellen en deskundigen te hooren. Trouwens kan de bestendige deputatie wanneer zij in het bezit is der voorstellen van de commissie, op hare beurt alle verdere nasporingen doen die zij noodig acht, of daarmee de commissie belasten.

Wat betreft de door de commissie te houden controle over de opgesloten krankzinnigen die op de kosten van het gemeene fonds worden verpleegd, en de gebeurlijke instelling door de commissie van een toezicht over die behoeftigen ten einde elk bedrog te ontdekken, daarover werd uitdrukkelijk gehandeld in § 2; het zal dus voldoende zijn de aldaar gemaakte opmerkingen te raadplegen.

Men mag hopen dat de reeks maatregelen bij artikels 2 en 4 van het ontwerp de talrijke misbruiken zullen doen ophouden, waartoe de verpleging der opgesloten krankzinnigen ten koste van het gemeene fonds aanleiding heeft gegeven.

* *

Artikel 29 van de wet van 1891 regelt met het oog op het betalen der onkosten, den toestand der door tusschenkomst der Regeering gerapatrieerde doofstommen, blinden en krankzinnigen. Op dezelfde wijze dient het geval der abnormale kinderen en der gerapatrieerde verminkten te worden geregeld : artikel 3 van het ontwerp voorziet dus de toevoeging van van de abnormale kinderen en de verminkten aan de opsomming vervat in artikel 29.

* *

Terwijl het eenerzijds de bedoeling is van het ontwerpeene gezonde toepassing der wettelijke bepalingen betreffende de tusschenkomst van het gemeene fonds te verzekeren, zal het ontwerp anderzijds het bijzonder onderwijs bevoordeelen, waarvan de uitbreiding zulk een groot belang heeft voor de openbare weldadigheid. Dank zij dit onderwijs zullen tal van personen, wier onderstand heden onvermijdelijk ten laste der gestichten kwam, in staat zijn in hun eigen onderhoud te voorzien.

De voorgestelde bepalingen zullen voor gelukkig gevolg hebben uitbreiding te geven aan een der vormen van den voorbehoedenden bijstand, welke door de weldadigheid steeds meer en meer wordt betracht.

De Minister van Justitie,

E. VANDERVELDE.



PROJET DE LOI

concernant l'extension du fonds commun aux enfants anormaux, aux estropiés et aux infirmes et la répression des abus en matière de séquestration à domicile.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre Nom, aux Chambres législatives, par Notre Ministre de la Justice :

ARTICLE PREMIER.

L'article 16 de la loi du 27 novembre 1891, modifiée par la loi du 30 juin 1896 est rédigé comme suit :

Sont supportés à concurrence de moitié par le fonds commun formé comme il est dit à l'article 17 de la présente loi :

1° Les frais de l'entretien et du

WETSONTWERP

tot uitbreiding van het voordeel van het gemeene fonds tot de abnormale kinderen, de verminkten en de gebrekkigen, en tot beteugeling der misbruiken in zake gezinsverpleging.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het ontwerp van wet, waarvan de inhoud volgt, zal, in Onzen Naam, door Onzen Minister van Justitie aan de Wetgevende Kamers worden aangeboden :

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 16 der wet van 27 November 1891, gewijzigd bij de wet van 30 Juni 1896, wordt gelezen als volgt :

Door het gemeen fonds, ingesteld als gezegd in artikel 17 van deze wet, wordt tot bedrag van de helft tegemoet gekomen :

1° In de kosten van onderhoud

traitement des indigents atteints d'aliénation mentale ;

Ne sont considérés comme atteints d'aliénation mentale que les indigents qui ont été admis dans un asile d'aliénés ou séquestrés en exécution de l'article 7 ou de l'article 25 de la loi du 28 décembre 1873-25 janvier 1874 pour une cause autre que la démence sénile ;

2° Les frais de l'entretien et de l'éducation des enfants anormaux indigents placés dans un institut spécial pour y recevoir l'instruction ;

3° Les frais de l'entretien et de l'éducation des indigents sourds-muets, aveugles ou estropiés, atteints d'une infirmité grave et incurable, placés dans un institut spécial pour y recevoir l'instruction.

Le surplus de ces frais sera supporté à concurrence d'un quart par la province et des trois quarts restants par l'État.

ART. 2.

L'alinéa 4 de l'article 19 de la loi du 27 novembre 1891 est remplacé par les dispositions suivantes :

Il est institué dans chaque province une commission administrative composée de cinq membres. Deux de ces membres sont nommés par le Ministre de la Justice, deux par la Députation permanente du conseil provincial, un par le Collège des bourgmestre et échevins du chef-lieu de la province.

La commission donne son avis

en verpleging van geesteskranke behoeftigen ;

Als geesteskranken worden alleen beschouwd de behoeftigen, die in een gesticht voor krankzinnigen werden toegelaten of die ter voldoening aan artikel 7 of aan artikel 25 der wet van 28 December 1873-25 Januari 1874 zijn gesequestreerd, op andere gronden dan wegens kindschheid.

2° In de kosten van onderhoud en opvoeding van behoeftige abnormale kinderen die geplaatst zijn in een bijzonder gesticht om er te worden onderwezen ;

3° In de kosten van onderhoud en opvoeding van behoeftige doofstommen, blinden of aan een zwaar en ongeneeslijk gebrek lijdende verminkten die in een bijzonder gesticht geplaatst zijn om er te worden onderwezen.

Een vierde van het overige dier kosten wordt door de provincie, de verdere drie vierden door den Staat bestreden.

ART. 2.

Het vierde lid van artikel 19 der wet van 27 November 1891 wordt door de volgende bepalingen vervangen :

In iedere provincie wordt eene uit vijf leden bestaande commissie van beheer ingesteld. Twee leden worden benoemd door den Minister van Justitie, twee door de Bestendige Deputatie van den provincieraad en één lid door het College van burgemeester en schepenen van de hoofdplaats der provincie.

De commissie brengt advies uit

sur l'application des dispositions de l'article 16 et organise un contrôle permanent sur les conditions du maintien de l'intervention du fonds commun.

Elle vérifie, par voie d'enquête et d'expertise au besoin, les constatations relatives à l'état mental de l'indigent, colloqué ou séquestré comme aliéné. S'il s'agit d'un enfant anormal, d'un sourd-muet, d'un aveugle, d'un estropié placé dans un institut, elle s'assure, par les mêmes voies, le cas échéant, que l'indigent est en état de profiter de l'instruction donnée dans l'institut. Elle veille à ne pas laisser prolonger, au delà du terme nécessaire à leur instruction, le séjour des indigents dans les instituts.

Elle charge éventuellement un de ses membres d'inspecter les indigents séquestrés ou placés et de lui signaler les abus et les fraudes.

Elle soumet ses propositions à la Députation permanente du conseil provincial. Celle-ci statue, sauf recours au Roi, après avoir, s'il y a lieu, procédé par elle-même ou fait procéder par la commission à toutes les investigations supplémentaires qu'elle juge utiles.

L'organisation de la commission administrative provinciale est déterminée par arrêté royal.

ART. 3.

L'alinéa 2 de l'article 29 de la loi

over de toepassing der bepalingen van artikel 16 en zorgt voor een voortdurend toezicht op de voorwaarden voor de verdere tussenkomst van het gemeen fonds.

Desnoods door middel van een onderzoek en van deskundige waarnemingen, overtuigt zij zich van de juistheid der bevindingen omtrent den geestestoestand van den als krankzinnig opgesloten of gesequestreerden behoeftige. Geldt het een abnormaal kind, een doofstomme, een blinde, een in een gesticht geplaatsten verminkte, zoo vergewist zij er zich van, desgevallend op dezelfde wijze, zich ervan dat de behoeftige in staat is om met goed gevolg het in het gesticht verstrekte onderricht te genieten. Zij waakt er voor dat het verblijf der behoeftigen in de gestichten niet langer dure dan noodig is voor hun onderwijs.

Zij gelast desgeraden een harer leden, opzicht te houden over de gesequestreerde of geplaatste behoeftigen en bij haar aangifte te doen van gepleegd misbruik en bedrog.

Zij onderwerpt hare voorstellen aan de Bestendige Deputatie van den provincieraad. Deze beslist, behoudens hooger beroep op den Koning, na, zoo daartoe termen zijn, zelf of langs den weg der commissie te hebben overgegaan tot al de aanvullende onderzoeken welke zij dienstig acht.

De inrichting van de provinciale commissie van beheer wordt bij koninklijk besluit geregeld.

ART. 3.

Het tweede lid van artikel 29 der

du 27 novembre 1891 est modifié comme suit :

La part d'intervention incombant à la province et au fonds commun dans les frais de l'entretien, de l'éducation et du traitement des sourds-muets, des aveugles, des enfants anormaux, des estropiés atteints d'une infirmité grave et incurable, et des aliénés, repatriés à l'intervention du Gouvernement, est à charge de la province à laquelle appartient la commune où ils ont leur domicile de secours et du fonds commun de cette province. S'ils n'ont pas de domicile de secours en Belgique, cette part d'intervention se répartit entre toutes les provinces et entre leurs fonds communs.

ART. 4.

Le premier alinéa de l'article 25 de la loi des 28 décembre 1873-25 janvier 1874 est modifié comme suit :

Nulle personne ne peut être séquestrée dans son domicile ou dans celui de ces parents ou des personnes qui en tiennent lieu, si l'état d'aliénation mentale n'est pas constaté par deux médecins désignés, l'un par la famille ou les personnes intéressées, l'autre par le juge de paix du canton. Ce magistrat, après s'être assuré par lui-même de l'état du malade, autorisera s'il y a lieu, la séquestration par une ordonnance motivée, dont il devra donner communication à la Députation permanente. Il visitera l'aliéné au moins une fois par trimestre et, s'il l'estime utile, fera rapport à la Dépu-

wet van 27 November 1891 wordt gewijzigd als volgt :

Het aandeel, dat de provincie en het gemeen fonds hebben te voldoen in de kosten van onderhoud, opvoeding en verpleging der doofstommen, blinden, abnormale kinderen, aan zwaar en ongeneeslijk gebrek lijdende verminkten en krankzinnigen, welke door de bemoeiing van de Regeering worden gerapatrieerd, komt ten laste van de provincie waarin de gemeente, waar zij hunne onderstandswoonst hebben, is gelegen, en van het gemeen fonds dezer provincie. Indien zij geene onderstandswoonst in België hebben, wordt dat aandeel onder al de provinciën en onder hare gemeene fondsen verdeeld.

ART. 4.

Het eerste lid van artikel 25 der wet van 28 December 1873-25 Januari 1874 wordt gewijzigd als volgt :

Niemand kan in zijn huis of in dat van zijne ouders of van de personen, welke deze vervangen, worden gesequestreerd, indien zijn geesteskrankheid niet vastgesteld is door twee geneesheeren, van wie de eene door de familie of door de belanghebbende personen, de andere door den vrederechter van het kanton zijn aangewezen. Deze rechter, na zich door eigen waarneming te hebben overtuigd van den toestand des zieken, zal, zoo daartoe termen zijn, machtiging tot sequestratie verleen en door eene met redenen omkleede beschikking, waarvan hij kennis geeft aan de Bestendige

tation permanente sur les constatations qu'il aura faites.

Donné à Bruxelles, le 10 septembre 1919.

deputatie. Hij bezoekt den krankzinnige ten minste eenmaal in de drie maanden, en geeft, zoo hij het nuttig acht, aan de Bestendige deputatie verslag van zijne bevindingen.

Gegeven te Brussel, den 10^{en} September 1919.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

Van 's Konings wege :
De Minister van Justitie,

ÉMILE VANDERVELDE.

BIJLAGEN.

TABEL I.

Aantal ten huize verpleegde krankzinnigen, naar verhouding tot de bevolking van het Rijk.

PROVINCIEËN.	Aantal krankzinnigen in gezins- verpleging.	Bevolking der provincie.	Verhouding per 10,000 inw.
Jaar 1892.			
Antwerpen	32	726,233	0.4
Brabant	226	1,236,827	1.9
West-Vlaanderen	82	749,291	2.9
Oost-Vlaanderen	184	961,907	1.9
Henegouw	121	1,065,881	1.1
Limburg	81	225,000	3.6
Luxemburg	5	212,171	0.2
Luik	293	778,724	3.7
Namen	12	339,321	0.3
Het Rijk.	1,036	6,195,355	1.6
Jaar 1897.			
Antwerpen	69	796,759	0.8
Brabant	309	1,240,739	2.4
West-Vlaanderen	159	792,297	2.1
Oost-Vlaanderen	269	1,014,369	2.4
Henegouw	278	1,112,440	2.3
Limburg	124	236,510	5.2
Luxemburg	26	218,062	1.2
Luik	482	826,762	5.8
Namen	107	348,655	3.1
Het Rijk.	1,823	6,586,593	2.7
Jaar 1902.			
Antwerpen	123	852,427	1.4
Brabant	472	1,318,051	3.6
West-Vlaanderen	233	828,152	2.8
Oost-Vlaanderen	340	1,056,513	3.2
Henegouw	760	1,171,418	6.4
Limburg	150	248,858	6.02
Luxemburg	151	222,476	6.7
Luik	782	846,066	9.2
Namen	385	352,118	10.9
Het Rijk.	3,396	6,896,076	4.9
Jaar 1907.			
Antwerpen	138	944,350	1.4
Brabant	573	1,434,360	3.9
West-Vlaanderen	324	865,328	3.7
Oost-Vlaanderen	309	1,103,930	2.7
Henegouw	971	1,224,082	7.9
Limburg	168	265,304	6.3
Luxemburg	207	230,794	8.9
Luik	892	886,847	10.1
Namen	410	362,566	12.13
Het Rijk.	4,022	7,317,561	5.4
Jaar 1911.			
Antwerpen	161	987,201	1.6
Brabant	775	1,494,416	5.1
West-Vlaanderen	346	878,417	3.9
Oost-Vlaanderen	275	1,125,814	2.4
Henegouw	1,278	1,239,712	10.3
Limburg	214	279,170	7.6
Luxemburg	271	231,314	11.7
Luik	1,122	890,918	12.5
Namen	453	363,449	12.4
Het Rijk.	4,895	7,490,411	6.5

*Bedrag der kosten van onderhoud der ten huize verpleegde behoeftige
krankzinnigen.*

JAAR.	Getal behoefte krankzinnigen.	Sommen betaald voor het onderhoud der krankzinnigen			Totaal der uitgaven.
		1° door het gemeen fonds.	2° door de provincie.	3° door den Staat.	
1892. . . .	1,036	36,972 26	18,486 13	18,488 13	73,944 52
1897. . . .	1,823	186,320 82	46,580 20	139,740 62	372,641 64
1902. . . .	3,396	429,337 02	107,334 25	322,002 77	858,674 64
1907. . . .	4,022	525,817 26	131,454 31	394,362 95	1,051,634 52
1911. . . .	4,895	639,537 89	159,884 47	479,653 42	1,279,075 78

TABEL II.

Getal, per vrederechtskantón, der ten huize verpleegde krankzinnigen.

1907.

Vrederechten.	Mannen.	Vrouwen	Totaal.
---------------	---------	---------	---------

Hof van beroep te Brussel.

Arrondissement Brussel.

Anderlecht.	0	0	0
Assche	3	3	6
Brussel (1° kantón)	0	0	0
— (2° —)	0	0	0
— (3° —)	0	0	0
Halle	38	35	73
Ilsene	3	2	5
Laken.	0	0	0
Sint-Quentins-Lennik	41	36	77
Sint-Jans-Molenbeek	2	3	5
Sint-Gillis	0	0	0
Sint-Joost-ten-Oode	4	1	5
Schaarbeek	0	1	1
Ukkel	1	1	2
Vilvoorden.	1	0	1
Wolverthem	1	0	1
Totaal.	94	82	176

Arrondissement Leuven.

Aarschot	21	22	43
Diest	0	0	0
Glabbeek	4	12	16
Haacht	6	2	8
Zout-Leeuw	6	6	12
Leuven (1° cantón)	3	4	7
— (2° —)	6	2	8
Thienen	10	5	15
Totaal.	56	53	109

Arrondissement Nijvel.

Nijvel	39	24	63
Genappe	28	32	60
Perwez.	28	21	49
Geldenaken	24	17	41
Waver	19	22	41
Totaal.	138	116	254

Vredegerechten.	Mannen.	Vrouwen	Totaal.
-----------------	---------	---------	---------

Arrondissement Antwerpen.

Antwerpen (1 ^e kanton)	1	3	4
— (2 ^e —)	0	0	0
— (3 ^e —)	0	0	0
Boom	0	0	0
Borgerhout	0	0	0
Brecht	0	0	0
Contich	0	1	1
Eeckeren	0	0	0
Santhoven	0	0	0
Totaal	1	4	5

Arrondissement Mechelen.

Mechelen (Noord)	3	4	7
— (Zuid)	1	0	1
Duffel	0	0	0
Heyst-op-den-Berg	14	5	19
Lier	2	2	4
Puers	1	0	1
Totaal	21	11	32

Arrondissement Turnhout.

Westerloo	17	9	26
Arendonk	2	5	7
Herenthals	6	4	10
Moll	9	5	14
Hoogstraten	0	0	0
Turnhout	0	0	0
Totaal	34	23	57

Arrondissement Bergen.

Boussu	32	80	112
Chièvres	17	30	47
Dour	21	19	40
Edingen	13	24	37
La Louvière	43	45	88
Lens	20	21	41
Bergen	33	39	72
Paturages	31	51	82
Rœulx	6	7	13
Zinik	15	14	29
Totaal	231	330	561

Arrondissement Doornik.

Antoing	1	1	2
Ath	14	6	20
Celles	1	1	2
Floesberg	4	6	10
Frasnes	0	0	0
Lessen	22	26	48
Leuze	7	3	10
Peruwelz	4	11	15
Quevaucamps	16	18	34
Templeuve	2	1	3
Doornik	0	0	0
Totaal	71	73	144

Vredegerichten.	Mannen.	Vrouwen.	Totaal.
-----------------	---------	----------	---------

Arrondissement Charleroi.

Beaumont	3	3	6
Binche	16	25	41
Charleroi (Noord)	14	20	34
Charleroi (Zuid)	15	12	27
Châtelet	12	3	15
Chimay	12	12	24
Fontaine-l'Évêque	19	29	48
Gosselies	0	0	0
Junet	7	2	9
Merbes-le-Château	11	10	21
Senefte	16	30	46
Thuin	7	4	11
Totaal	132	150	282

1912.

*Hof van Beroep te Brussel.**Arrondissement Brussel.*

Anderlecht	0	2	2
Assche	11	15	26
Brussel (1 ^e kanton)	0	0	0
— (2 ^e —)	1	2	3
— (3 ^e —)	1	0	1
Halle	37	29	66
Elsene	7	9	16
Laken	0	0	0
Sint-Quintens-Lennik			84
Sint-Jans-Molenbeek	4	6	10
Sint-Gillis	1	0	1
Sint-Joost-ten-Oode	2	5	7
Schaarbeek	0	3	3
Ukkel	0	3	3
Vilvoorde	2	0	2
Wolverthem	6	4	10
Totaal	72	78	234

Arrondissement Leuven.

Aarschot	19	19	38
Diest	14	20	34
Glabbeek	19	25	44
Haacht	13	13	26
Zout-Leeuw	0	1	1
Leuven (1 ^e kanton)	6	7	13
— (2 ^e —)	17	13	30
Thienen	39	43	82
Totaal	127	141	268

Arrondissement Nijvel.

Nijvel	36	25	61
Perwez	24	32	56
Geldenaken	17	13	33
Genappe	37	42	79
Waver	22	29	51
Totaal	239	141	280

Vredegerichten.	Mannen.	Vrouwen	Totaal.
-----------------	---------	---------	---------

Arrondissement Antwerpen.

Antwerpen (1 ^o kanton)	0	3	3
— (2 ^o —)	0	0	0
— (3 ^o —)	0	0	0
Boom	0	0	0
Borgerhout.	0	0	0
Brecht	0	0	0
Contich.	0	0	0
Eeckeren	0	0	0
Santhoven	0	0	0
Totaal.	0	3	3

Arrondissement Mechelen.

Mechelen (Noord)	3	6	9
— (Zuid)	4	5	9
Duffel	0	0	0
Heyst-op-den-Berg	10	7	17
Lier.	2	6	8
Puurs	1	0	1
Totaal.	20	24	44

Arrondissement Turnhout.

Arendonck.	4	5	9
Herenthals.	8	10	18
Hoogstraeten	1	1	2
Moll.	7	8	15
Westerloo	10	21	31
Turnhout	0	0	0
Totaal.	30	45	75

Arrondissement Bergen.

Boussu.	45	79	124
Dour	28	30	58
Chièvres	15	29	44
Edingen	18	31	49
La Louvière	27	48	75
Lens	18	19	37
Bergen	38	53	91
Palurages	32	53	85
Rœulx	10	9	19
Zinik	14	23	37
Totaal.	245	374	619

Arrondissement Doornik.

Antoing.	6	6	12
Ath.	18	8	26
Celles	3	3	6
Vloesbergen	4	10	14
Frasnes.	0	0	0
Lessen	32	31	63
Leuze	15	9	24
Quevaucamps	18	29	47
Peruwelz	19	26	45
Templeuve.	5	2	7
Doornik	1	5	6
Totaal.	131	129	250

Vredegerechten.	Mannen.	Vrouwen	Totaal.
-----------------	---------	---------	---------

Arrondissement Charleroi.

Beaumont	8	7	15
Binche	15	19	34
Charleroi-Noord	21	30	51
— Zuid	18	25	43
Châtelet	23	23	46
Chimay	7	4	11
Fontaine-l'Évêque	26	47	73
Gosselies	34	30	64
Jumet	11	5	16
Merbes-le-Château	13	12	25
Seneffe	43	62	105
Thuin	6	10	16
Totaal	225	274	499

1907.

*Hof van beroep te Gent.**Arrondissement Gent.*

Assenede	1	0	1
Caprycke	2	1	3
Cruyshautem	8	5	13
Deynze	0	0	0
Eecloo	9	7	16
Everghem	0	0	0
Gent (3 kantons)	0	0	0
Ledeberg	0	0	0
Loochristy	1	3	4
Nazareth	0	3	3
Nevele	0	0	0
Oosterzeele	1	3	4
Somergem	0	0	0
Waerschoot	2	0	2
Totaal	24	22	46

Arrondissement Dendermonde.

Zele	0	1	1
Wetteren	0	1	1
Dendermonde	0	0	0
Temsche	1	0	1
Sint-Nicolaas	0	1	1
Sint-Gillis (Waes)	2	1	3
Lokeren	2	1	3
Hamme	0	0	0
Aalst	0	0	0
Beveren-Waes	0	0	0
Totaal	5	5	10

Arrondissement Audenaerde.

Audenaerde	19	10	29
Geeraerdsbergen	9	17	26
Herzele	9	19	28
Sint-Maria-Hoorebeke	21	24	45
Nederbrakel	15	8	23
Ninove	10	10	20
Ronsse	18	18	36
Sottegem	36	32	68
Totaal	137	133	275

Vredegerichten.	Mannen.	Vrouwen	Totaal.
-----------------	---------	---------	---------

Arrondissement Brugge.

Ardoye	10	5	15
Brugge (1 ^e kanton)	6	6	12
— (2 ^e —)	10	6	16
— (3 ^e —)	2	4	6
Ghistel	13	3	16
Oostende	1	1	2
Ruyssede	3	1	4
Thielt	3	3	6
Thorhout	17	26	43
Totaal.	65	55	120

Arrondissement Kortrijk.

Moscroen	5	5	10
Avelgem	10	7	17
Kortrijk (1 ^e kanton)	0	6	6
— (2 ^e —)	5	3	8
Harlebeke	2	7	9
Isegem	1	0	1
Meenen	4	4	8
Meulebeke	1	0	1
Moorseele	0	0	0
Oostroosebeke	1	4	5
Roesselaere	0	0	0
Totaal.	29	36	65

Arrondissement Yperen.

Poperinge	5	1	6
Wervik	6	5	11
Yperen (1 ^e kanton)	3	11	14
— (2 ^e —)	5	10	15
Meessen	7	12	19
Passchendale	8	17	25
Totaal.	34	56	90

Arrondissement Veurne.

Dixmulde	5	7	12
Veurne	6	16	21
Haringhe	10	7	17
Nieuwpoort	4	4	8
Totaal.	25	33	58

1912.

*Hof van beroep te Gent.**Arrondissement Gent.*

Assenede	0	0	0
Caprycke	2	3	5
Cruyshautem	5	4	9
Deynze	0	0	0
Eecloo	8	7	15
Evergem	0	0	0
Gent	0	0	0
Ledeberg	0	0	0
Lochristy	0	2	2
Nazareth	0	2	2
Nevele	0	0	0
Oosterzeele	1	0	1
Somergem	0	0	0
Waerschoot	2	3	5
Totaal.	18	21	39

Vrederechten.	Mannen.	Vrouwen	Totaal.
---------------	---------	---------	---------

Arrondissement Dendermonde.

Aalst	0	0	0
Beveren-Waas	0	0	0
Hamme	0	0	0
Lokeren	4	1	5
Sint-Gillis-Waas	2	1	3
Sint-Nicolaas-Waas	0	1	1
Temsche	0	0	0
Dendermonde	0	0	0
Wetteren	0	0	0
Zele	0	1	1
Totaal.	6	4	10

Arrondissement Audenaerde.

Audenaerde	19	18	37
Geeraardsbergen	13	19	32
Herzele	10	13	23
Maria-Hoorebeke	19	18	37
Nederbrakel	10	7	17
Ninove	19	17	36
Ronse	15	21	36
Sottegem	18	16	34
Totaal.	123	129	252

Arrondissement Brugge.

Ardoye	7	5	12
Brugge (1 ^e kanton)	8	8	16
— (2 ^e kanton)	10	12	22
— (3 ^e kanton)	2	4	6
Ghistel	12	12	24
Oostende	2	2	4
Ruysselade	3	2	5
Thielt	1	3	4
Thorhout	13	22	35
Totaal.	58	70	128

Arrondissement Kortrijk.

Avelgem	8	11	19
Kortrijk (1 ^e kanton)	2	5	7
— (2 ^e kanton)	4	1	5
Harlebeke	2	4	6
Isegem	0	1	1
Meenen	4	4	8
Meulebeke	0	0	0
Moorseele	0	0	0
Moscroen	3	4	7
Oostroosebeke	1	5	6
Roeselaere	0	1	1
Totaal.	24	36	60

Arrondissement Yperen.

Hooghlede	13	10	23
Wervik	6	6	12
Poperinge	7	2	9
Yperen (1 ^e kanton)	2	9	11
— (2 ^e kanton)	5	8	13
Meessen	4	16	20
Passchendaele	13	20	33
Totaal.	50	71	121

Vredegerichten.	Mannen.	Vrouwen	Totaal.
-----------------	---------	---------	---------

Arrondissement Veurne.

Dixmuide	7	13	20
Nieuwpoort	5	7	12
Haringhe	5	2	7
Veurne.	9	12	21
Totaal.	26	34	60

1907.

Hof van beroep te Luik.*Arrondissement Luik.*

Lulk 1 ^o kanton	0	0	0
— 2 ^o —	0	0	0
Fexhe-Slins	19	19	38
Dalhem.	14	8	22
Fléron	15	12	27
Hollogne-aux-Pierres	37	33	70
Louveigné	14	20	34
Seraing.	27	19	46
Borgworm	15	11	26
Grivegnée	0	0	0
Herstal.	0	0	0
Saint-Nicolas, bij Luik	0	0	0
Totaal.	141	122	263

Arrondissement Hoci.

Avennes	21	23	44
Ferrières	2	0	2
Héron	26	11	37
Hoci	32	41	73
Jehaye-Bodegnée	45	29	74
Landen.	15	23	38
Nandrin	10	13	23
Totaal.	151	140	291

Arrondissement Verviers.

Aubel	8	5	13
Dison	10	14	24
Herve	8	4	12
Limbourg	6	4	10
Spa.	19	21	40
Stavelot	7	12	19
Verviers	17	13	30
Totaal.	75	73	148

Arrondissement Namen.

Namen(Noord)	41	6	47
— (Zuid).	18	8	26
Eghezée	24	23	47
Gembloers	18	29	47
Andenne	2	0	2
Fosses	19	20	39
Totaal.	122	86	208

Vrederechten.	Mannen.	Vrouwen	Totaal.
---------------	---------	---------	---------

Arrondissement Dinant.

Dinant	20	14	34
Gedinne	0	0	0
Couvin	1	5	6
Florennes	4	9	13
Walcourt	6	3	9
Philippeville	1	0	1
Rochefort	14	8	22
Ciney	16	14	30
Beauraing	20	14	34
Totaal.	82	67	149

Arrondissement Tongeren.

Bilsen	10	12	22
Bree	1	0	1
Borg-Loon	16	17	33
Maeseeyck	3	4	7
Mechelen-a/d-Maas	3	3	6
Sichen-Sussen en Bolre	6	2	8
Tongeren	14	4	18
Totaal.	53	42	95

Arrondissement Hasselt.

Achel	0	4	4
Beeringen	5	4	9
Hasselt	9	2	11
Herck-de-Stadt	17	16	33
Peer	6	3	9
Sint-Truiden	12	5	17
Totaal.	49	34	83

Arrondissement Aarlen.

Aarlen	13	11	24
Etalle	6	8	14
Fauvillers	0	1	1
Florenville	3	3	6
Messancy	4	2	6
Virton	7	5	12
Totaal.	33	30	63

Arrondissement Neufchâteau.

Neufchâteau	10	8	18
Sibret	3	1	4
Bastenaken	0	0	0
Saint-Hubert	11	9	20
Bouillon	8	4	12
Paliseul	10	4	14
Wellin	9	6	15
Totaal.	51	32	83

Arrondissement Marche.

Vielsalm	8	2	10
Nassogne	10	10	20
Marche	3	8	11
Laroche	10	5	15
Houffalize	0	1	1
Erezée	4	0	4
Durbuy	12	2	14
Totaal.	47	28	75

1912.

Hof van Beroep te Luik.

Vredegerechten.	Mannen.	Vrouwen	Totaal.
<i>Arrondissement Luik.</i>			
Luik (1 ^{ste} kanton)	0	1	1
— (2 ^e —)	0	0	0
Dalhem	13	11	24
Fexhe-Slins	29	19	48
Fléron	21	14	35
Hollogne-aux-Pierres	68	75	143
Louveigné	15	17	32
Seraing	27	31	58
Borgworm	12	13	25
Grivegnée	0	0	0
Herstal	6	4	10
Saint-Nicolas	0	0	0
Totaal.	191	185	376

Arrondissement Hoei.

Avennes	25	32	57
Ferrières	2	2	4
Héron	25	17	42
Hoei	32	61	93
Jehay-Boilegnée	51	34	85
Landen	19	27	46
Nandrin	15	20	35
Totaal.	169	193	362

Arrondissement Verviers.

Verviers	26	20	46
Dison	9	13	22
Aubel	9	11	20
Stavelot	7	13	20
Herve	8	8	16
Spa	24	20	44
Limbourg	9	6	15
Totaal.	92	91	183

Arrondissement Namen.

Namen (Noord)	—	—	69
— (Zuid)	16	14	30
Andenne	4	4	8
Fosses	19	26	45
Gembloers	24	32	56
Eghezée	21	24	45
Totaal.	84	100	255

Arrondissement Dinant.

Beauraing	20	13	33
Ciney	15	18	33
Couvin	3	4	7
Dinant	35	26	61
Florennes	5	8	13
Gedinne	0	0	0
Philippeville	5	2	7
Rocheftort	13	12	25
Walcourt	5	7	12
Totaal.	101	90	191

Vredegerechten.	Mannen.	Vrouwen	Totaal.
-----------------	---------	---------	---------

Arrondissement Tongeren.

Bilsen	—	—	36
Bree	1	2	3
Borg-Loon	20	10	30
Maeseyck	5	6	11
Mechelen a/d Maas	2	3	5
Sichem-Sussen-en Bolre	5	5	10
Tongeren	13	6	19
Totaal	46	32	114

Arrondissement Hasselt.

Herck-de-Stad	13	20	33
Beeringen	7	5	12
Hasselt	10	2	12
Neerpelt	5	3	8
Peer	1	1	2
Sint-Truiden	13	17	30
Totaal	49	48	97

Arrondissement Aarlen.

Florenville	5	4	9
Aarlen	11	12	23
Virton	12	8	20
Messancy	6	1	7
Etalle	8	10	18
Fauvillers	2	2	4
Totaal	44	37	81

Arrondissement Neufchâteau.

Bastenaken	2	0	2
Bonillon	5	6	11
Neufchâteau	11	9	20
Paliseul	13	6	19
Saint-Hubert	12	13	25
Sibret	2	4	6
Wellin	12	10	22
Totaal	57	48	105

Arrondissement Marche.

Durbuy	7	5	12
Erezée	7	1	8
Houffalize	1	0	1
Laroche	—	—	16
Marche	—	8	8
Nassogne	6	9	15
Vielsalm	8	4	12
Totaal	29	19	72

